

LA VERITE



■ Léon MENAYDIER

**Le mouvement est engagé :
pour le front unique
pour la grève générale,
contre le gouvernement !**

■ Roger DUCROS

**Afghanistan : une intervention militaire
totalement réactionnaire**

■ Stéphane JUST

**La grève générale de mai-juin 1968
est venue de loin**

■ Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

**L'or et la marche
à la dislocation du marché mondial (2^e partie)**

Avril 1980 Prix 10 F

N°

591

l'or et la marche à la dislocation du marché mondial

(2^e partie)

par Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

Dans la première partie de cet article, parue dans le numéro précédent de la revue, nous avons dit que c'est sur une période d'au moins dix ans déjà que le mouvement conduisant à la dislocation du marché mondial s'est développé par soubresauts successifs.

La déclaration de Richard Nixon, le 15 août 1971, dont nous avons analysé alors l'origine, a marqué un premier moment clef de ce mouvement. Trois ans après la dislocation du système de Bretton Woods, la chute de la production industrielle et du commerce international, en 1974-1975, a marqué un deuxième moment très important dans le long mouvement vers la dislocation du marché mondial. Au cours des années 1974-1975, l'économie impérialiste mondiale s'est trouvée proche du point d'effondrement généralisé de la production et du système mondial des échanges.

1974-1975 : au bord de l'effondrement

Un recours massif à la relance par l'inflation et un nouvel accroissement des dépenses parasitaires de la part des Etats impérialistes ont permis d'écartier à ce moment la menace d'effondre-

ment et ont assuré une faible reprise puis ensuite la poursuite, cahin-caha, de la production et des échanges.

Mais le contexte d'ensemble de cette poursuite de l'activité a été caractérisé par la permanence d'un niveau élevé de chômage, la permanence et l'accroissement de l'inflation et le développement toujours plus poussé des formes fictives et flottantes du

La salle de cotation des devises et des valeurs de la Bourse de Paris (Ph. Sygma).

capital — par opposition à une accumulation axée sur l'expansion de la production et la réalisation de la plus-value.

Il faut examiner successivement l'ampleur de la chute de la production industrielle et des échanges de 1974-1975, ainsi que ses causes les plus immédiates, la relance inflationniste qui a enrayé le mouvement et les traits de la reprise limitée et fragile (1) qui a

eu lieu à partir de fin 1975, avant de chercher enfin à caractériser avec autant de précision que possible les événements de 1974-1975 et le sens exact d'une utilisation du mot « crise » à leur propos.

La gravité de la crise de 1974-1975 et le point auquel l'économie impérialiste a été proche du précipice peuvent être mesurés d'abord en examinant la chute de la production industrielle. Elle a atteint les taux suivants :

**DIFFERENCE ENTRE LE MAXIMUM ET LE MINIMUM
DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE,
AVANT ET PENDANT LA RECESSION,
DANS LES PRINCIPAUX PAYS IMPÉRIALISTES**

Pays	A : trimestre du maximum de la production	B : trimestre du minimum de la production	Chute de la production de A à B (%)
États-Unis	4 ^e trim. 1973	2 ^e trim. 1975	- 14,4
Canada	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 6,9
Japon	4 ^e trim. 1973	1 ^{er} trim. 1975	- 19,8
R.F.A.	4 ^e trim. 1973	3 ^e trim. 1975	- 11,8
France	3 ^e trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 13,6
Grande-Bretagne ..	4 ^e trim. 1973	4 ^e trim. 1974	- 10,1
Italie	2 ^e trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 15,5
Pays-Bas	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 11,7
Belgique	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 17,1
Suède	3 ^e trim. 1974	2 ^e trim. 1975	- 4,1
Suisse	2 ^e trim. 1974	1 ^{er} trim. 1975	- 20,3

Source : O.C.D.E. : *Perspectives économiques*, n° 19, juillet 1976, p. 47

A de nombreux égards, les événements de 1974-1975 doivent être considérés comme une espèce de répétition générale des dernières phases qui précèdent immédiatement l'effondrement généralisé de la production et des échanges. L'un des aspects de la période 1974-1975 que les économistes bourgeois professionnels ont relevé

avec la plus grande inquiétude concerne en effet le caractère généralisé de la chute de la production industrielle dans l'ensemble des pays impérialistes. Le rapport de l'OCDE déjà cité note :

« Les pays de l'OCDE ont pratiquement tous été entraînés dans la récession ; là aussi, on avait très généralement sous-estimé l'influence de la synchronisation internationale. On n'avait pas su prévoir toutes les conséquences d'un recul simultané de l'activité économique amplifié par le jeu des phénomènes de transmission internationaux ; en fait, la récession

(1) Voir OCDE, *Pour le plein emploi et la stabilité des prix*, op. cit., p. 87 et suivantes, la section intitulée : « 1975-1977 : la fragilité de la reprise ».

a été la plus profonde que l'on ait connue depuis les années 1930. »

Cette chute de la production industrielle, ainsi que les autres phénomènes qui vont être analysés, représentent la réaffirmation brutale dans le cadre d'une économie fonctionnant sur la base de l'injection continuelle des crédits associés aux dépenses parasitaires de l'Etat — en premier lieu les dépenses d'armement — de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste entre le caractère social de la production et la forme privée de l'appropriation des moyens de production et de toutes les contradictions qui en dérivent : baisse tendancielle du taux de profit, suraccumulation du capital sur la base d'un taux de profit donné, surproduction de marchandises sur la base

« des rapports de distribution antagoniques du capitalisme qui réduisent la consommation de la plus grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites. » (Marx, *Le Capital*).

Mais les causes immédiates de la baisse brutale de la production sont également à analyser. Elles sont à trouver dans « la véritable flambée d'inflation » (2) connue par les économies capitalistes à partir du deuxième semestre 1972. Au moment où Carter vient de s'engager dans une nouvelle relance par l'inflation, ordonnée autour de l'économie d'armement, dont l'ampleur dépasse toutes les « expériences » antérieures de ce genre, et où l'on s'attend à une accélération sans doute sans précédent de l'inflation mondiale, il est important de voir la manière dont, en 1974-1975, c'est déjà à partir d'une très forte poussée inflationniste que l'économie mondiale est allée jusqu'au bord de l'effondrement.

Avec la conscience de classe qui a fait de lui le dernier économiste bourgeois tant soit peu important, Keynes a écrit ceci au sujet de l'inflation :

« Lénine a raison... Il n'y a pas de façon plus subtile et plus sûre de

(2) OCDE, *Pour une politique de plein emploi*, op. cit., p. 67.

miner et renverser les bases actuelles de la société que de vicier (debaucher) la monnaie. Le processus (inflationniste) enrôle toutes les formes cachées des lois économiques dans le camp de la destruction, et le fait d'une manière que seul un homme sur un million est capable de diagnostiquer. »

L'inflation donne libre cours, en effet, à toute l'anarchie inhérente au mode de production capitaliste et en disloque les quelques éléments stabilisateurs. D'un côté, l'inflation est devenue la forme la plus « facile » pour la bourgeoisie de combattre, dans le cadre de rapports politiques donnés avec la classe ouvrière, les effets des contradictions les plus profondes du mode de production capitaliste ; de l'autre, elle libère toutes les tendances à l'anarchie qui lui sont propres.

ANARCHIE DE LA PRODUCTION ET CONCURRENCE : LA LEÇON DE CHOSES DE 1972-1973

Cela est parfaitement illustré par l'enchaînement des faits tels que les économistes bourgeois professionnels ont pu le saisir rétrospectivement pour la période 1971-1973. En tant que démonstration du caractère « incontrôlé » des processus, plus exactement de la manière dont la loi de la valeur s'affirme face à toutes les tentatives pour en étouffer l'action, il est salutaire de montrer la manière dont la bourgeoisie avoue sa totale incapacité à « maîtriser » les lois de la production capitaliste.

Voici comment l'OCDE analyse rétrospectivement les deux années qui ont précédé la chute brutale de 1974. Elle part de 1971 :

Face à « l'ébranlement complet de la confiance, déjà assez entamée, des milieux d'affaires, par l'annonce des décisions prises par les Etats-Unis le 15 août », les gouvernements — et d'abord le gouvernement Nixon — ont procédé « à une réorientation des

politiques dans un sens expansionniste. » (3).

Traduisons : par un recours au financement des dépenses parasitaires, notamment militaires et spatiales, moyennant un déficit budgétaire massif.

« La rapidité de la reprise, le fait qu'elle était alimentée par une politique monétaire expansionniste — comme en témoigne la forte augmentation des agrégats monétaires — et un certain nombre d'accidents malheureux (*sic !*) devaient aboutir à déclencher une véritable flambée d'inflation. Des tensions inflationnistes sont réapparues à un stade plus précoce du cycle conjoncturel, alors que subsistaient généralement d'amples marges de capacités inutilisées. On retrouve là, pour une part, le problème de la « vitesse limite », et il faut aussi y voir l'effet de la forte hausse des prix alimentaires. La flambée des prix alimentaires tient à un ensemble complexe de facteurs. »

Traduisons : elle exprime au plus haut chef l'anarchie de la production et du marché capitalistes. Poursuivons :

« En 1972, la production mondiale de céréales avait diminué de 3 %, par suite de la médiocrité des récoltes en Union soviétique, en Australie, en Chine et dans plusieurs régions du Sud-Est asiatique. Or, à cette époque, certains des principaux pays exportateurs de céréales, préoccupés surtout d'écouler des stocks excédentaires, appliquaient encore des mesures visant à limiter les superficies cultivées. Il se peut en outre que les politiques de régulation de l'offre mises en œuvre en Europe et en Amérique du Nord aient découragé la production et le stockage dans les pays particulièrement aptes à produire et à exporter des céréales dans de bonnes conditions économiques. Pour cet ensemble de raisons, les stocks mondiaux sont tombés à des niveaux critiques. Dans le même temps, la progression générale des revenus et

l'évolution de la structure de la consommation avaient pour effet d'accroître la demande de protéines animales, notamment de produits laitiers, et de gonfler ainsi les besoins de céréales destinées à l'alimentation du bétail, la consommation humaine directe étant en recul. Cette situation a encore été aggravée par le fait qu'on a mis du temps à s'apercevoir des modifications profondes qui se produisaient dans la situation mondiale de l'offre et de la demande, et le réajustement nécessaire des politiques agricoles ne s'est fait que lentement. »

Ainsi que nous l'avons expliqué dans l'article précédent, par les canaux des marchés financiers et monétaires et de la création de capital fictif sur une vaste échelle, les dépenses parasitaires de l'Etat nourrissent toutes les autres formes d'inflation :

« A la fin de 1972, il était évident que l'expansion prenait une tournure inhabituelle, caractérisée notamment par une aisance monétaire généralisée. Les prix se sont envolés sur les marchés à faible élasticité de l'offre, qui servent traditionnellement de refuges aux fonds en quête de placements sûrs ou aux capitaux spéculatifs, comme le marché de l'immobilier et celui de l'or. Sur la place de Londres, par exemple, le prix de l'or a été multiplié par deux et demi entre le début de 1972 et le milieu de 1973. Les prix des logements neufs ont progressé de moitié environ au Royaume-Uni entre le début de 1972 et le début de 1973 ; en Allemagne, le prix moyen du terrain à bâtir aménagé a augmenté de plus d'un tiers, entre 1970 et 1972. »

Puis c'est la ruée sur les matières premières et le stockage spéculatif de celles-ci, forme des plus classiques de l'anarchie capitaliste :

« Peu après survenait l'envolée des prix des matières premières, déclenchée par la progression rapide de la demande mondiale. Globalement, le taux d'utilisation des capacités dans les industries manufacturières n'était pas plus élevé que lors des précédents sommets conjoncturels, mais un déséquilibre exceptionnel apparaissait entre les industries de base et les

(3) Toutes les citations faites à la suite dans ce paragraphe sont tirées du rapport de l'OCDE, *Pour le plein emploi...*, op. cit., pp. 67-82.

industries utilisant des techniques de pointe. En outre, par rapport aux ventes et à la production, les stocks de matières premières des industries utilisatrices n'avaient cessé de baisser depuis la guerre de Corée, les entreprises s'efforçant d'améliorer leurs techniques de gestion des stocks, les transports étant devenus plus fiables et plus rapides, et les prix paraissant devoir rester stables, voire même baisser, en termes réels.

Du fait de la généralisation des anticipations inflationnistes, la hausse des prix a commencé de s'alimenter d'elle-même. Des lors qu'il est apparu que les prix des principaux produits de base étaient nettement orientés à la hausse, la plupart des produits non périssables ont fait l'objet d'achats anticipés, inspirés par le souci de se prémunir contre l'inflation. Il en est résulté une véritable ruée sur les approvisionnements, qui a accentué les pénuries existantes, en a même provoqué d'autres, et a accéléré la hausse des prix. »

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la crise pétrolière, à laquelle nous consacrons plus loin un développement à part, qui se présente comme une expression, classique elle aussi, de concurrence inter-impérialiste autour d'une matière première stratégique. Mais la crise pétrolière n'a été responsable ni de l'inflation quasi galopante du début 1973, ni de la crise industrielle sur laquelle celle-ci a nécessairement débouché. C'est ce que reconnaît l'OCDE :

« 1974 aurait été une année de récession, même sans la crise pétrolière. »

L'OCDE précise :

« Les prix extérieurs ont augmenté si rapidement que l'accélération de l'inflation dans chaque pays a été en majeure partie d'origine externe en ce sens qu'elle a été provoquée principalement par des facteurs tenant à l'augmentation des coûts à l'importation ou à l'augmentation de la demande d'exportations. Toutefois, à l'importante exception près des prix pétroliers, ce processus a été en grande partie endogène à la zone de l'OCDE. Alors que, dans le passé, les mécanismes de l'économie interna-

tionale avaient réorienté les flux de ressources des régions à faible activité vers les régions en forte expansion, cette fois, les différents pays étant tous en expansion, ces mécanismes n'ont fait que transmettre de l'un à l'autre des demandes concurrentes. Tous les pays souffrant de l'inflation, aucun d'entre eux ne trouvait plus chez les autres d'« îlots de stabilité », ou de « réserves de ressources ». (...) Lorsque, dans un groupe de pays, bon nombre d'entre eux suivent en même temps des politiques expansionnistes, l'effet multiplicateur combine pour l'ensemble du groupe s'avère beaucoup plus fort que celui qu'aurait enregistré l'économie de chaque pays pris individuellement s'il avait été seul à agir de la sorte : la zone de l'OCDE constitue à cet égard un système économique beaucoup moins ouvert sur l'extérieur que l'économie de chacun des pays qui la composent. De plus, il semble bien que les mécanismes de l'économie internationale aient amplifié, en partie sous forme de réactions spéculatives, l'incidence des « accidents » — médiocrite des récoltes de céréales, faiblesse des prises d'anchois, conflits sociaux, etc. — qui sont venus coup sur coup ébranler le système. »

On ne peut s'empêcher de sourire à voir le problème de la pêche de l'anchois être mis sur le même plan que l'expression de la crise des formes de domination politiques citées plus loin pour expliquer « la crise de confiance des milieux d'affaires », qui aurait créé, en combinaison avec des politiques gouvernementales essayant tardivement de freiner l'inflation, les conditions immédiates de la chute de la production industrielle. Mais ici encore, l'énumération traduit l'ecclésiaste extraordinaire de la pensée bourgeoise :

« C'est naturellement la dégradation de la situation économique générale qui a été la principale cause de cette crise de confiance. Mais d'autres facteurs y ont aussi sans doute contribué : événements politiques (affaire du Watergate aux États-Unis et très forte poussée de la gauche à l'élection présidentielle en France), signes de tensions dans le système financier (faillite de la ban-

que Herstadt en Allemagne), engouement à l'époque pour les prophéties annonciatrices de catastrophes économiques (confirmation apparente des thèses du Club de Rome et de l'affirmation selon laquelle les effets du renchérissement du pétrole étaient irréremédiables). »

Du point de vue de la compréhension de l'anarchie capitaliste, la lecture du rapport de l'OCDE a valeur d'exemple. Elle prouve à quel point toutes les constructions « théoriques » sur le degré élevé de « maîtrise » des « rouages de l'économie » qu'aura atteint le capitalisme dans la phase de « capitalisme monopoliste d'Etat » ou de « néo-capitalisme » sont des constructions intéressées et mensongères, élaborées par les uns pour chercher à masquer une politique de collaboration de classes, qui a été l'une des principales sources véritables de la possibilité accordée au capitalisme de reprendre pendant trente ans son cours, et par les autres pour couvrir leur capitulation devant les premiers.

RECU DU COMMERCE MONDIAL, FAILLITES, CHOMAGE

Pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans, la chute de la production industrielle dans les pays impérialistes a été suivie dans le courant de 1975 par un recul du volume des échanges mondiaux. L'OCDE a évalué ce recul à 7 % pour l'ensemble du commerce mondial (URSS, Chine et pays de l'Est compris), ce qui implique un taux de contraction un peu plus élevé pour toute la partie (de très loin la plus importante) du commerce mondial effectuée entre pays capitalistes (aussi bien impérialistes que semi-coloniaux).

Un fait notable sur ce plan a été le recul plus marqué des exportations allemandes et japonaises par rapport à celles des autres principaux pays impérialistes. Il permet d'apprécier à quel point la force effective de l'appareil de production industriel de ces deux pays va de pair avec leur grande vulnérabilité face à la situation du marché mondial. Cette force et cette vulnérabilité combinées ont caractérisé ces pays

tout au long du stade de l'impérialisme. La défaite des impérialismes allemand et japonais en 1945, à la suite de leur tentative parallèle pour surmonter cette contradiction par moyen d'un repartage du marché mondial en leur faveur, et la place toute nouvelle qu'ils se sont vus ensuite accorder au sein du système impérialiste mondial en tant qu'Etats battus militairement et politiquement, contraints à se plier étroitement à la domination américaine pendant des années, ont nécessairement accentué ce trait. La dislocation inéluctable du marché mondial, quels qu'en soient les délais, et l'effondrement sans précédent de la production et des échanges qui l'accompagnera, le mettront un jour en évidence. Le développement inégal et combiné de la lutte des classes mettra alors en évidence la faiblesse insigne de tous les échafaudages théoriques construits autour des « miracles » allemand et japonais.

Au cours de la récession de 1974-1975, le nombre des faillites d'entreprises industrielles et commerciales a augmenté de plus de 30 % aux Etats-Unis et de plus de 60 % en Grande-Bretagne. Il a atteint le chiffre de 7 500 en Allemagne occidentale en 1974 et de 8 600 au Japon en 1975. En France, le nombre des faillites passe d'une moyenne annuelle de 10 000 pour la période 1968-1973 à près de 15 000 en 1975.

La chute de la production industrielle et la baisse du commerce international ont été accompagnées par un développement du chômage, qui atteindra son point maximum pendant l'hiver 1975-1976, moment auquel le montant des chômeurs officiellement reconnus dans l'ensemble des pays impérialistes a été proche de dix-sept millions, en comprenant le nombre des travailleurs immigrés (plus d'un million officiellement refoulés).

CHUTE DES COURS EN BOURSE ET PREMIERS PAS VERS UN KRACH BANCAIRE

La chute de la production industrielle et le recul du commerce mondial ont été annoncés et immédiatement précédés fin 1973 par une chute des

cours des actions en Bourse, expression absolument classique d'une situation approchant le point d'effondrement du marché mondial, même si la Bourse a cédé au marché monétaire

international — le marché des euro-dollars ou euro-devises — le premier rôle de mise en mouvement des capitaux fictifs et flottants. Le tableau suivant montre l'ampleur de cette chute.

INDICE DES COURS DES ACTIONS DANS LES PRINCIPALES BOURSES

Bourse	1973		1974		Niveau au 18 déc 1974
	plus haut	plus bas	plus haut	plus bas	
Londres	509,5	305,9	339,3	150,4	161,1
New York	1 051,7	788,3	891,7	577,6	603,5
Toronto	237,9	200,4	228,8	150,6	153,3
Tokio	422,5	284,7	342,5	252,0	282,4
Hong Kong ...	1 775,0	423,9	481,9	150,1	163,3
Paris	98,9	70,7	85,1	47,8	49,4
Bruxelles	142,3	112,8	131,5	84,2	87,8
Francfort	120,7	85,0			
Amsterdam	171,9	113,3	140,8	94,6	106,1
Milan	147,3	98,3	154,2	87,0	87,8
Stockholm	389,5	297,2	410,6	303,3	304,8

The Economist du 22 décembre 1973 et du 21 décembre 1974. —

Conformément à l'enchaînement analysé par Marx entre la crise qui « a pour sphère immédiate la banque, la bourse et la finance » et « la crise industrielle proprement dite » dont la première est en réalité un moment, la chute de la production industrielle a été également précédée puis accompagnée par toute une série de banqueroutes en cascade dans le domaine des banques et des sociétés de financement. Ernest Mandel en a fait un recensement assez complet dans son livre « La Crise 1974-1978, les faits, leur interprétation marxiste ». Nous indiquerons plus loin nos désaccords avec lui sur le plan de la méthode. Mais l'énumération qu'il donne est importante, même s'il se garde bien d'en analyser lui-même le sens et la portée exacts :

« Le krach de la *Herstadt Bank* à Cologne ; celui de la *Franklin Bank*, de la *National Bank of San Diego*

aux Etats-Unis, et du groupe italien *Sindona* qui les dominait : l'effondrement des « banques secondaires » et de plusieurs groupes financiers britanniques, ainsi que celui de la *International Credit Bank* (une banque israélienne créée en Suisse), etc.

Les banques secondaires britanniques ont connu de très graves difficultés. Vingt-six d'entre elles n'ont pu être sauvées que par des appuis importants de la part des principales banques. Parmi elles, il faut mentionner notamment le *United Dominions Trust*, la plus importante société de financement privée de Grande-Bretagne, la *First National Finance Corporation*, qui s'était lancée depuis le début des années 1970 dans les affaires bancaires, et la *Sterling Industrial Securities*. Même les vénérables et mystérieux *Crown Agents*, dont on dit qu'ils gèrent les avoirs à Londres de quatre-vingt-dix

gouvernements (!) de par le monde, ont perdu pas moins de 212 millions de livres sterling par des engagements imprudents dans des banques secondaires et des sociétés finançant la spéculation immobilière (*The Economist*, 10 décembre 1977). Ils n'ont pu être sauvés de la banqueroute que par un don de 85 millions de livres sterling de la part du gouvernement britannique, ainsi que par une garantie étatique de tous leurs dépôts (*Financial Times*, 20 septembre 1976).

Aux Etats-Unis, les conséquences de la spéculation immobilière pour le système bancaire furent quantitativement encore plus importantes qu'en Grande-Bretagne, bien que moins lourdes de conséquences, vu les réserves plus amples du système bancaire. Entre 1969 et 1971, la vogue des REIT (*Real Estate Investment Trusts*, trusts d'investissements dans l'immobilier) leur permit de vendre des parts pour quelque six milliards de dollars. Pendant la recession, ces parts perdirent 70 % de leur valeur. Même le REIT, relié à une banque aussi puissante que la *Chase Manhattan Bank*, qui chapeaute le groupe Rockefeller — le *Chase Manhattan Real Estate Investment Trust* — a vu le cours de ses parts s'effondrer de 70 à 4 dollars ! Les grandes banques de New York detiennent des prêts immobiliers non garantis pour quelque 7 milliards de dollars et pour 4 milliards des parts de REIT, dont la valeur est plus qu'incertaine. Mais il ne s'agit point là des seuls prêts et actifs douteux de ces grandes banques. En automne 1975, la brusque menace d'une banqueroute de la municipalité de New York apparut à l'horizon. Il s'avéra alors que les douze principales banques de New York détenaient pour plus de 4 milliards de dollars de « mauvaises dettes » (2 milliards d'obligations de la municipalité de New York : 1 milliard de prêts aux lignes aériennes ; 0,4 milliard de prêts à la *W T Grant* et plus d'un demi-milliard de dollars de prêts à d'autres municipalités menacées de faillite), à ajouter aux 11 milliards de prêts immobiliers douteux !

Dans certains cas, la somme du capital propre et des réserves pour pertes en cas de prêts est déjà infé-

rieure à la valeur des REIT en faillite. Ce fut le cas en 1975 pour au moins deux des douze principales banques de New York, la *Chemical Bank* et la *Bankers Trust Co.* La *Marine Midland Bank*, qui fait partie des « douze grands », avait déjà enregistré une perte d'exercice au quatrième trimestre 1975. La *Federal Reserve* a pris l'engagement de soutenir en tout cas les grandes banques. Mais à cette fin, elle surveille couramment de près non moins de 546 banques dont le sort donne quelque inquiétude.

La *Banque d'Angleterre* avait accordé une garantie similaire aux cinq grandes banques britanniques, afin de couvrir leur opération de sauvetage des banques secondaires et des sociétés de financement. Elle aurait « couvert » ou garanti des prêts interbancaires pour un total de 3 milliards de dollars, dont notamment 70 millions de livres sterling pour dégager la *Slater Walker Securities* (une affaire spéculative montée par l'ami de l'ex-Premier ministre Edward Heath, Jim Slater, considéré comme « génie financier » pendant les années 1960 et au début des années 1970), et encore 70 millions de livres sterling à la banque privée de Londres *Edward Bates*, dans laquelle du capital arabe est engagé dans une proportion de 25 %.

Ernest Mandel indique également :

« De nombreuses sociétés de financement de la Cité de Londres, spécialisées dans la spéculation immobilière, étaient entraînées dans le tourbillon, notamment le groupe *Lyon*, les assurances *Jessel*, la *London & Country Securities*, le *Triumph Investment Trust*. Selon l'hebdomadaire *The Economist* du 9 août 1975, « l'effondrement du marché immobilier a représenté pour le système financier britannique une menace plus grande que le retrait des dépôts des banques secondaires. Sur la base d'une appréciation réaliste de leurs avoirs, toute une série de banques sont devenues insolubles et ne survivent plus que grâce à leur bonne renommée... Fin 1974, le total des prêts aux sociétés immobilières et à l'industrie du bâtiment s'éleva à 5 milliards de livres sterling. C'était plus de la moitié du montant des

prêts à l'ensemble de l'industrie britannique, alors qu'en 1970, cette part ne s'éleva qu'à moins de 20 %... De quel montant la valeur de ces prêts dépasse-t-elle la valeur de marché actuelle [de ces terrains et bâtiments] ? Plus d'un milliard de livres sterling au prix de 1973 — les portefeuilles des groupes privés *Stern* et *Lyon*, ainsi que les *Guardian Properties* bien connues qui s'étaient effondrées l'an dernier, y compris — se trouvent probablement entre les mains d'administrateurs de faillites et de liquidateurs". » (E. Mandel, *La Crise 1974-1978, les faits, leur interprétation marxiste*, Flammarion 1979, chap. XII).

L'intervention de l'ensemble des banques centrales des principaux Etats impérialistes réunis à Bâle en 1974, à la suite de la menace de défaut de paiement d'une société financière américaine, le Continental Mortgage Investors, pour un prêt de 80 millions sur le marché des euro-dollars, a permis d'enrayer le mouvement. Le spectre d'une panique bancaire et d'un effondrement du système bancaire et du marché monétaire internationaux a reculé. Des dizaines d'analystes financiers en ont cependant évoqué la possibilité pendant plusieurs mois. Comme nous le verrons plus loin, d'autre part, loin de chercher à réduire la montagne de dettes accumulées à l'échelle mondiale à partir de l'économie américaine, la bourgeoisie mondiale n'a fait que la développer à un niveau supérieur encore à celui de 1973-1974.

1975 : UNE NOUVELLE RELANCE PAR L'INFLATION QUI NE PEUT PLUS MASQUER L'AMPLEUR DES CONTRADICTIONS

Car c'est par une nouvelle relance inflationniste que les Etats impérialistes ont, encore une fois en 1975, enrayer la marche à l'effondrement de la production et à la dislocation du marché mondial :

« Lorsqu'ils se sont rendu compte de l'ampleur de la récession, écrit l'OCDE, les gouvernements ont commencé à réorienter leur politique économique dans un sens plus expan-

sionniste (...). Au premier semestre de 1975, les grands pays ont pris simultanément des mesures budgétaires de relance. » (OCDE, *Pour le plein emploi...*, op. cit., p. 87).

Sur ce point, Ernest Mandel donne également des données précises et utilisables :

« Aux Etats-Unis, la reprise économique a été préparée par un déficit budgétaire colossal de l'ordre de 70 à 80 milliards de dollars pour l'année fiscale juillet 1975-juin 1976. En Allemagne occidentale, le déficit budgétaire a été de l'ordre de 30 milliards de dollars. Si on y ajoute trois autres déficits du secteur public (budget d'Etat et secteurs nationalisés) considérables de pays impérialistes, tels que la Grande-Bretagne (20 milliards de dollars), la France (10 milliards de dollars) et l'Italie (25 milliards de dollars), on peut évaluer qu'entre le milieu de l'année 1975 et le milieu de l'année 1976, pas moins de 175 milliards de dollars de pouvoir d'achat supplémentaire ont été injectés dans le circuit économique non que par le truchement des déficits budgétaires des principaux pays impérialistes. C'est une somme qui dépasse celle des déficits budgétaires des puissances impérialistes principales pendant une année quelconque de la Deuxième Guerre mondiale. Elle est sans commune mesure avec les modestes expériences keynesiennes du New Deal rooseveltien. » (E. Mandel, *La Crise 1974-1978*, op. cit., p. 68).

Nous reviendrons dans un instant sur l'expression « expériences keynesiennes » qu'Ernest Mandel utilise tout au long de son livre, tout comme il le faisait déjà au moment où il écrivait « Le Neo-capitalisme et son apogée ». Dans l'immediat, il s'agit d'établir le fait que les conditions dans lesquelles la marche à la dislocation du marché mondial a été enrayerée — c'est-à-dire par l'intervention des banques centrales et des gouvernements pour sauver et renflouer les banques et les grands trusts en danger de faillite (Lockheed aux Etats-Unis, Rolls Royce en Grande-Bretagne, pour ne prendre que deux exemples illustres), et pour mettre en œuvre encore une fois une politique de relance inflationniste massive — signifient qu'aucune

des causes de la chute de la production industrielle de 1974-1975 n'a été éliminée. Bien au contraire, toutes sont présentes aujourd'hui et le sont sur une échelle infiniment plus élevée encore qu'à l'époque.

Dans son rapport déjà cité, écrit en 1978, l'OCDE précise :

« Dans le courant de l'année 1976, il devint en effet manifeste que les diverses impulsions temporaires qui avaient permis le redressement de la production ne suffisaient pas à relancer l'investissement productif et à assurer une croissance autonome durable. Outre que les effets des divers facteurs mentionnés plus haut commençaient à s'épuiser, l'essoufflement de la reprise reflétait sans aucun doute un climat de confiance maussade, lui-même imputable au fait que la marge de capacité inutilisée restait élevée, ainsi qu'aux incertitudes créées par la persistance d'une inflation rapide et par une série de

remous sur les marchés des changes. »

Dans l'un des plus récents rapports semestriels de conjoncture de l'OCDE publié en 1979, il est toujours question de « reprise ». En fait, depuis 1975, les politiques de relance ont continuellement nourri l'inflation, sans pour autant parvenir à ranimer le mouvement de mise en valeur et d'accumulation du capital engagé dans la production.

A cet égard, l'un des indicateurs économiques les plus significatifs et les plus frappants concerne l'évolution de l'investissement privé net d'amortissement dans huit des principaux pays impérialistes. On constate que, depuis 1975, il n'y a plus de reproduction élargie, mais seulement un simple renouvellement et même une réduction des capacités de production déjà existantes dans des pays aussi importants que les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon.

EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DANS HUIT PAYS DE L'OCDE

	Croissance moyenne de l'investissement privé		Part de l'équipement et outillage privés dans l'investissement privé total (volume)			
	1960-73	1973-78	1960	1968	1973	1978
États-Unis	4.9	0.7	36.9	43.8	44.9	48.0
Japon	14.3	0	50.0	51.7	59.7	55.6
Allemagne	4.2	-0.2	34.7	39.1	42.9	48.6
France	7.2	0.2	43.6	46.1	50.3	52.5
Royaume-Uni	4.0	3.5	47.4	46.7	51.3	52.3
Italie	4.6	-1.2	38.8	37.6	46.7	48.0
Canada	6.0	2.4	34.1	37.7	40.0	41.3
Suède	4.1	-2.8	40.6	41.9	46.3	47.2

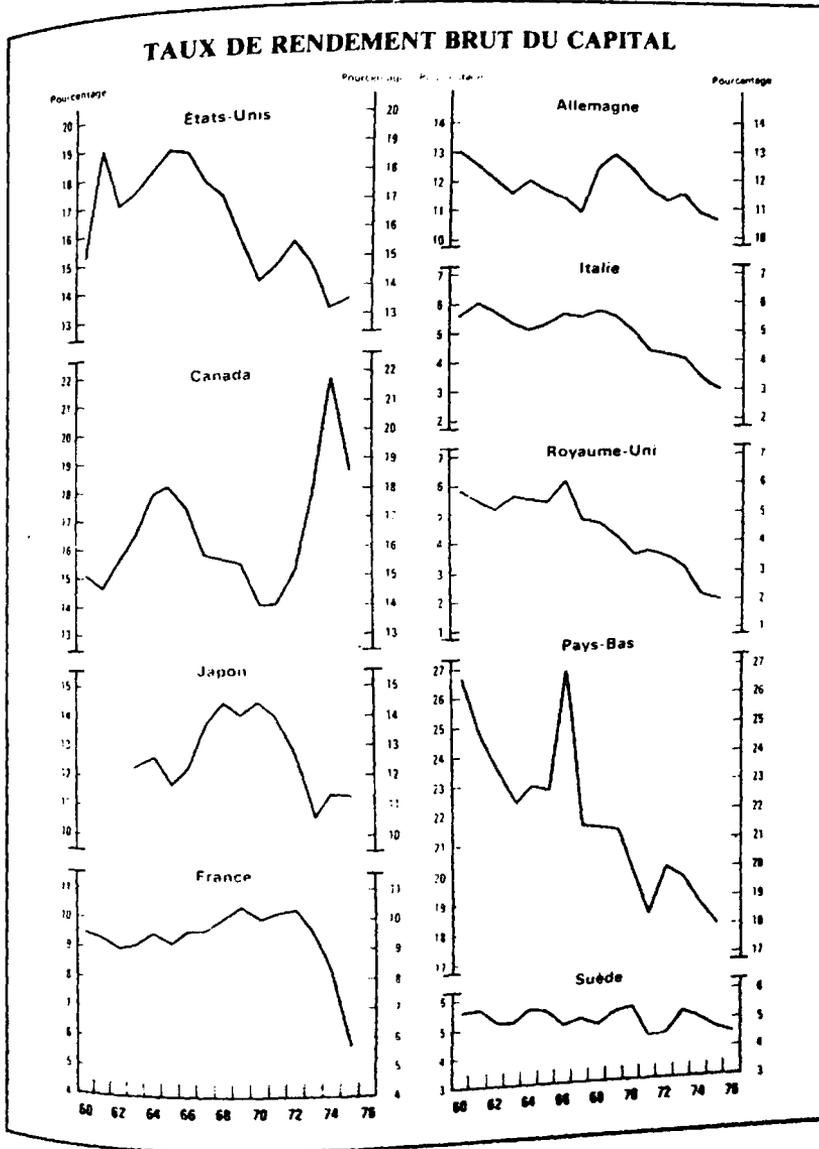
E. Mandel estime que « la fonction historique » de la récession de 1974-1975, pour la bourgeoisie internationale, fut précisément d'en finir avec le « plein emploi » comme « objectif prioritaire de la politique économique, monétaire et sociale », et de réintroduire un chômage massif permanent, pour peser sur le « marché du travail ». C'est introduire là un point de vue fort unilatéral. Reconstituer une armée industrielle de réserve de plus de 16 millions de travailleurs,

sans compter les travailleurs vivant dans les pays semi-coloniaux à proximité des grands pays impérialistes, est indiscutablement un moyen de peser sur les salaires, mais, de la part de la bourgeoisie, c'est renoncer en même temps à mettre en mouvement la force de travail et donc à produire et réaliser la plus-value correspondant à ces 16 millions de travailleurs. Il est difficile de parler dans ces conditions de la « mission historique » de la chute de la production de 1974-1975.

Cela est d'autant plus vrai que le poids qui a indiscutablement pesé sur les salaires n'a pas permis de rétablir les conditions de la rentabilité du capital, ni d'arrêter la chute du taux de profit. Les calculs du taux de profit effectués par les économistes bourgeois n'ont pas une valeur scientifique très poussée d'un point de vue marxiste. Ils ne valent que comme indicateurs de tendance. Mais le droit

de cité que ces indicateurs ont acquis dans l'économie politique bourgeoise depuis une dizaine d'années est à lui seul symptomatique.

Au-delà des précautions ainsi définies, la lecture du graphique ci-joint établi et publié dans le rapport déjà longuement cité de l'OCDE est une fois encore tout à fait parlante.



Selon le dernier numéro de « Business Week » de l'année 1979, consacré aux perspectives d'investissement dans l'économie américaine en 1980 (31 décembre 1979), la chute de la rentabilité se serait poursuivie régulièrement et le taux de profit serait inférieur de plus de moitié à ce qu'il était en 1966.

En raison, d'autre part, des effets dévastateurs de l'inflation, on serait en présence, selon « Business Week », d'une situation où le degré de disproportion atteint dans la rémunération des placements spéculatifs par opposition à l'investissement productif serait si important qu'aucun plan de relance

inflationniste, quel qu'il soit, ne parviendrait à exercer un effet d'entraînement généralisé sur l'économie américaine. Mais c'est là une question que nous retrouverons dans la dernière partie de cette étude, en examinant le « plan » annoncé par Carter.

Il y a une seule série de courbes dont la chute de la production industrielle de 1974-1975 n'a pas modifié la tendance, ni longtemps cassé la hausse. C'est celle des différentes catégories de prix, dont la hausse régulière traduit de façon directe la politique de relance inflationniste suivie en permanence.

PRIX A LA CONSOMMATION

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Taux annuels					
	Moyenne 1961-70	Moyenne 1971-76	1977	1978	12 mois se terminant en sept. 1979	6 mois se terminant en sept. 1979
États-Unis	2.8	6.6	6.5	7.7	12.1	14.1
Japon	5.8	11.1	8.1	3.8	3.1	7.4
Allemagne	2.7	5.9	3.9	2.6	5.3	4.4
France	4.0	8.9	9.4	9.1	11.0	12.9
Royaume-Uni	4.1	13.6	15.9	8.3	16.5	22.6
Italie	3.9	12.2	17.0	12.1	15.8	16.8
Canada	2.7	7.4	8.0	9.0	9.6	8.6
Autriche	3.6	7.3	5.5	3.6	3.7	3.1
Belgique	3.0	8.5	7.1	4.5	4.6	5.2
Danemark	5.9	9.2	11.1	10.0	12.8	17.4
Finlande	5.0	12.1	12.2	7.8	7.7	7.7
Grèce	2.1	12.5	12.1	12.6	20.9	16.2
Islande	11.9	26.0	29.9	44.9	41.9	62.9
Irlande	4.8	14.0	13.6	7.6	13.6	15.5
Luxembourg	2.6	7.6	6.7	3.1	5.1	5.4
Pays-Bas	4.1	8.7	6.4	4.1	3.9	4.6
Norvège	4.5	8.5	9.1	8.1	3.5	5.2
Portugal	3.9	16.0	27.2	22.6	25.4	27.4
Espagne	6.0	13.0	24.5	19.7	15.5	17.5
Suède	4.0	8.3	11.4	10.0	7.9	8.6
Suisse	3.3	6.7	1.3	1.1	4.9	5.3
Turquie	5.9	18.4	26.0	61.9	69.8	107.5
Australie	2.5	10.8	12.3	7.9	9.2	10.3
Nouvelle-Zélande	3.8	11.3	14.3	12.0	15.2	20.5
Total OCDE	3.4	8.6	8.7	7.9	10.6	12.9
OCDE Europe	3.8	9.8	11.0	9.3	11.7	14.1
CEE	3.7	9.3	9.6	6.8	10.0	11.5

L'AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES : LE CAS DU PETROLE

Dans les conditions nées de la deuxième guerre impérialiste mondiale, la seule guerre au moyen de laquelle l'impérialisme pourrait chercher à recréer les conditions de la rentabilité du capital et à s'ouvrir de nouveaux débouchés serait — pour autant que les rapports politiques entre les classes le permettraient, et aujourd'hui ils ne le permettent pas — la guerre contre les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratisés, pour y réintroduire les rapports de propriété et de production capitalistes.

L'extension des conquêtes d'Octobre après 1945 — dans les conditions particulières qui ont été analysées à plusieurs reprises dans nos documents et précisées encore dans un article récent de Stéphane Just — a nécessairement modifié du tout au tout les conditions des contradictions et conflits inter-impérialistes. Les impérialismes européens et japonais n'ont pas d'autre choix que de soutenir l'impérialisme américain. Nulle autre puissance impérialiste, ou groupe de puissances impérialistes, ne peut relayer l'impérialisme américain, occuper la place qu'il occupe depuis des décennies et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais ces facteurs mondiaux n'ont pas supprimé pour autant toute contradiction ou tout conflit. Bien au contraire.

Les difficultés croissantes de l'économie mondiale ont conduit, à la veille de la chute de la production de 1974-1975 d'abord, puis ensuite dans le cadre de la « reprise » si vite essoufflée, à une résurgence de formes tout à fait classiques de conflits inter-impérialistes, concurrence autour des matières premières stratégiques, modification de leur prix, recours au protectionnisme et à différentes formes de guerre commerciale.

C'est dans ce cadre qu'il faut examiner d'abord la « crise pétrolière » de 1973. Les Etats semi-coloniaux arabes, compradores de l'impérialisme américain, ont souligné à maintes

reprises le caractère étroit de leur alliance avec celui-ci et avec les grandes compagnies pétrolières (4). En 1973, ils ont agi dans ce cadre.

L'embargo a touché les Etats-Unis dans une bien moindre proportion que l'Europe et le Japon. Les Etats-Unis achetaient alors 6 % de leur pétrole directement au Moyen-Orient, et 3 % indirectement par l'intermédiaire des raffineries européennes. Le principal effet de l'embargo n'a pas été une baisse des quantités, mais un rapide accroissement des prix. Celui-ci a touché lui aussi moins les Etats-Unis que l'Europe. L'OCDE a estimé qu'en 1974, l'accroissement du coût du pétrole brut représentait une charge de 40 milliards de dollars pour la balance des paiements courants (commerce et gains invisibles, transport, tourisme et profits rapatriés) des pays impérialistes, puis globalement. Mais cette charge ne se répartissait pas de façon égale. Elle était concentrée dans les pays les plus dépendants des importations de pétrole. La Grande-Bretagne subissait un fardeau supplémentaire de 10,5 milliards de dollars, le Japon et l'Italie 8,5 chacun, et la France 6,5. Pour la balance américaine des paiements, sur la base des paiements courants, l'effet était minime. En fait, la charge principale des déficits pétroliers en 1974 et 1975 est retombée sur les pays semi-coloniaux et les économies européennes, notamment celles qui connaissaient des difficultés aggravées, comme la Grande-Bretagne et l'Italie.

Les revenus pétroliers supplémentaires des pays de l'OPEP allaient contribuer à une augmentation de leurs importations de produits industriels en provenance des divers impérialismes. Mais une sélection devait s'opérer. Selon le directeur de la Banque des Règlements internationaux :

« Certains gouvernements (Allemagne, Suisse, Etats-Unis, Japon) ont tiré immédiatement les conséquences de l'augmentation de la facture pétrolière : c'est-à-dire qu'ils ont réussi à imposer, par une politique

(4) Voir sur ce sujet l'étude de Anthony Sampson, *Les Sept Sœurs*, qui examine bien la politique des trusts pétroliers.

rigoureuse sur le plan monétaire, fiscal et budgétaire, une réduction de la progression du niveau de vie national, au prix du ralentissement de l'activité économique et de l'emploi.

Ces gouvernements ont accepté — si l'on veut — la théorie de l'impôt dû à l'OPEP, et ils se sont efforcés de provoquer un transfert de biens réels, de l'ordre de 1 % à 2 % du revenu national, par réduction de la consommation intérieure et accroissement des exportations vers les pays exportateurs de pétrole.

Le cas type est évidemment celui de l'Allemagne, dont les exportations vers l'OPEP sont passées de 5,9 milliards de DM en 1973 à 20,7 milliards de DM en 1976, alors que les importations de pétrole en provenance de ces pays passaient de 7,9 milliards de DM en 1973 à 22,7 milliards de DM en 1976, donc sans accroissement du déficit. »

L'avantage des Etats-Unis n'a pas été dû uniquement à leur indépendance énergétique relative et à l'impact inférieur des coûts d'importation. Ils ont bénéficié également de l'augmentation considérable des profits pétroliers faits par les grands trusts « majeurs ». L'exemple de l'Aramco, consortium de Exxon, Texaco, Socal et Mobil, qui opère en Arabie Saoudite, est fort illustratif. En février 1973, le prix de l'Aramco pour un baril de pétrole brut était de 2,40 dollars et sa marge, après les taxes et royalties, de 1,61 dollar, était de 79 cents. En janvier 1974, le prix de l'Aramco a atteint 10,83 dollars et sa marge, après les taxes et royalties de 7,10 dollars, était de 3,73 dollars.

Cette situation a conduit également à une aggravation des contradictions au sein du capital financier international et américain. Les profits élevés faits sur la production du pétrole ont permis aux grands trusts pétroliers de réduire leurs marges sur le raffinage et la distribution, et de faire disparaître la plupart des sociétés pétrolières « indépendantes ». Cela était vrai aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. La « crise pétrolière » a été l'occasion d'une augmentation considérable du degré de concentration du capital financier centré sur le pétrole,

et aussi de la mainmise par lui sur pratiquement toutes les autres formes d'énergie disponible, grâce à une vaste politique de rachats et de « diversification » (5).

La « nouvelle donne pétrolière » au sein du capital financier est en arrière-fond d'une partie des conflits politiques au sommet de l'Etat américain. C'est à l'instigation des fractions du capital américain lésées par la poussée des trusts pétroliers qu'a été créée au Sénat la Commission Church chargée d'enquêter sur les « activités » des sociétés pétrolières. C'est là un indice — auquel il ne faut attacher ni trop ni trop peu d'importance — des conflits qui contribuent à nourrir la crise de la forme de domination politique aux Etats-Unis.

Mais c'est aussi un facteur supplémentaire d'anarchie et de dislocation du système pourrissant que les Etats-Unis ont mis en mouvement en permettant et en approuvant tacitement la première crise pétrolière. La hausse du prix du pétrole, elle aussi de moins en moins « maîtrisée » à mesure qu'on avance vers la fin des années 1970, s'est ajoutée comme une force explosive supplémentaire dans la marche à la dislocation des échanges.

REMONTÉE DU PROTECTIONNISME

La lente montée du protectionnisme est un fait marquant de l'économie mondiale après 1975. Chaque Etat impérialiste a sa propre gamme de techniques, dont une parmi d'autres seulement est le relèvement des tarifs douaniers. L'une de celle des Etats-Unis porte le beau nom d'« accord d'organisation ordonnée du marché » (Orderly marketing agreement). Leur effet commun est une lente dislocation et un ralentissement des échanges mondiaux.

Pour s'en tenir à la période 1976-1977 :

« Pas moins de 800 plaintes ont été soumises à la conférence du GATT de 1977.

(5) *Business Week* publie régulièrement des articles qui suivent l'évolution de cette question précise.

— les Etats-Unis ont imposé au Japon, sous couvert d'un accord sur l'« orderly marketing », une réduction des exportations vers les USA d'appareils de télévision en couleurs. Des accords similaires ont été imposés pour réduire la croissance des importations de chaussures en provenance de la Corée du Sud et de Taïwan. Une première application de l'« orderly marketing arrangement » avait frappé des 1976 les importations d'aciers spéciaux aux Etats-Unis ;

— la CEE a imposé à Hong-Kong, à la Corée du Sud et à d'autres pays asiatiques des contingents limités d'exportation de produits textiles fin 1977, dans le cadre du renouvellement de l'accord dit « multifibre » ;

— les Etats-Unis cherchent à imposer (toujours sous couvert de la lutte contre le dumping) une limitation de l'importation de produits sidérurgiques en provenance aussi bien du Japon que de l'Europe (le projet dit « projet Solomon » frapperait d'ailleurs davantage les produits européens que les produits japonais) ;

— l'Italie a pris des mesures de taxation provisoire des importations (y compris celles en provenance du Marché commun) pour rétablir l'équilibre de sa balance des paiements ;

— la France a réduit l'importation de souliers italiens ;

— l'Italie a eu recours à des restrictions d'importations massives pour des produits textiles non seulement en provenance des pays de l'Est et du Tiers-Monde, mais encore des pays européens non membres de la CEE (la Suisse, le Portugal et la Turquie sont particulièrement visés) (*Neue Züricher Zeitung*, 12-13 novembre 1977) ;

— la CEE a imposé des tarifs douaniers exorbitants à l'importation de vis métalliques et de chaînes de moto en provenance de Taïwan, ainsi qu'à l'importation de roulements à billes provenant du Japon ;

— les Etats-Unis, cédant au « lobby » du sucre, ont imposé un droit d'entrée pour le sucre étranger

qui s'élève à 60 % du cours actuel du sucre sur le marché mondial (notons que le prix du sucre s'est effondré de 30 cents la livre en 1975 à moins de 10 cents en novembre 1977, et que les coûts de production du sucre aux USA seraient de 13-14 cents la livre actuellement) ;

— la CEE a pris de sévères mesures de limitation des importations de produits sidérurgiques fin 1977, en décrétant des prix minima à l'importation ;

— le Japon a limité l'importation de quelques rares articles européens ayant effectivement conquis son marché, tels les souliers de ski italiens et français ;

— le Canada a réduit d'autorité l'importation de produits textiles en provenance du Tiers-Monde pour 1978 au niveau de 1975 ;

— l'Australie a multiplié les pratiques protectionnistes ;

— la Suède a réduit radicalement les importations de chaussures italiennes, ce qui a entraîné comme mesure de rétorsion une limitation des importations de papier suédois dans la CEE. »

C'est dans ce contexte que se situe l'échec total des négociations, au sein du GATT, du « Tokyo Round », destiné en particulier à améliorer les conditions de la concurrence commerciale trilatérale : Etats-Unis - Japon - Europe.

Depuis 1978, chaque semaine comporte l'annonce de nouvelles mesures protectionnistes limitées, dont le champ couvre la majorité des secteurs industriels.

POUR UNE CARACTERISATION PRECISE DE 1974-1975

Avant de terminer cette section, il est nécessaire de chercher à donner une caractérisation aussi précise que possible des faits économiques de 1974-1975 : chute de la production industrielle, recul du commerce mondial, montée du chômage et des faillites, premiers pas faits à la même époque dans le sens d'un krach du système

bancaire, monétaire et financier international. Il est utile également de prendre position face à certaines des positions défendues par Ernest Mandel dans son livre sur cette période. Cela paraît d'autant plus souhaitable qu'il s'agit certainement de l'interprétation d'ensemble de la crise la plus accessible en librairie et dont, grâce à un large tirage, l'audience a été la plus grande.

En décembre 1976, dans un numéro spécial de « La Correspondance internationale » consacré aux 25 thèses sur la révolution mondiale présentées par Ernest Mandel, et la discussion par Stéphane Just de ces thèses dans une contribution spéciale, celui-ci a pose, page 14, une question clef à Ernest Mandel : sommes-nous aujourd'hui en présence du « capitalisme en général » ou de « l'imperialisme, stade suprême du capitalisme » ? La lecture du livre cite de Ernest Mandel semblerait indiquer ou bien qu'il ne soit pas encore parvenu à saisir la portée de cette question, ou bien, comme il est plus probable, qu'il ait sur ce point une divergence très importante, non encore explicitée dans la discussion engagée avec le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Car l'interprétation qu'Ernest Mandel donne de la crise de 1974-1975 se tient toujours résolument dans le cadre du « capitalisme en général ». A la page 25 de son livre, il « affirme catégoriquement » que « la recession généralisée de 1974-1975 est une crise classique de surproduction ». Elle a, bien entendu, des « particularités spécifiques », mais celles-ci sont définies au chapitre V, sans la moindre référence à l'imperialisme comme stade suprême du capitalisme. Plus loin, au début du chapitre VII, Ernest Mandel précise au contraire que la crise de 1974-1975 représente la « vingtième crise de surproduction depuis la formation du marché mondial du capitalisme », et il donne ensuite l'énumération complète des crises :

« Il y eut exactement vingt crises de surproduction, à intervalles plus ou moins réguliers : les crises de 1825, 1836, 1847, 1866, 1873, 1882, 1891, 1900, 1907, 1913, 1921, 1929, 1937, 1949, 1953, 1958, 1961, 1970, et celle de 1974-1975. »

Toutes sont donc mises sur le même plan. A en croire Mandel, la crise de 1929 n'aurait pas une portée historique différente de celles qui ont marqué la formation et l'expansion du capitalisme jusque vers la fin du XIX^e siècle. La crise de 1929 pourrait également être mise sur le même plan que les retournements conjoncturels rapidement enravés par la relance des dépenses parasitaires des Etats impérialistes qui ont eu lieu à partir de 1949.

Dans le « Manifeste du Parti communiste », Marx et Engels définissent la crise comme l'expression — la plus élevée à leur époque, mais ensuite il y a eu les guerres de l'époque impérialiste — « de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime des propriétés qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et sa domination ». La crise concentre, disent-ils, toutes les contradictions du mode de production capitaliste. Moyennant « une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, l'épidémie de la surproduction », moyennant la destruction « non seulement d'une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes », la crise rétablit brutalement, et au prix des plus grandes souffrances, les conditions de la rentabilité du capital et de la reprise de l'accumulation.

La crise assure le relèvement du taux de profit et la réapparition de marchés permettant la réalisation de la plus-value produite. Elle est, à côté des guerres impérialistes qui sont venues jouer une fonction analogue au XX^e siècle, le seul « mode de régulation » (pour employer l'expression mise à la mode aujourd'hui par les économistes néo-staliniens tels que Aglietta) que le capitalisme connaisse. Mais ce « mode de régulation » ne fonctionne que dans des conditions où :

« La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisa-

tion, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci, qui alors leur fait obstacle, et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. »

La crise de 1929 est venue faire la démonstration à l'échelle mondiale de ce qu'une telle situation signifiait non plus pour le « capitalisme en général », mais pour le capitalisme au stade de l'impérialisme. Dans la postface à la seconde édition allemande du « Capital », Marx parle déjà de la crise qui éclatera tôt ou tard, dont « l'universalité de son théâtre et l'intensité de son action fera entrer la dialectique à coups de marteau même dans les têtes les plus dures ». La crise de 1929, survenant dans la période du plein épanouissement de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, dans l'ère des guerres et des révolutions, a été une telle crise qui a « menacé l'existence de la propriété bourgeoise ».

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie impérialiste mondiale a tout mis en œuvre pour repousser une nouvelle échéance semblable à 1929. A mesure que les années ont avancé et depuis 1968 en particulier, elle s'est acharnée dans ce sens. L'état des rapports politiques entre les classes, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, l'état de décomposition de la société bourgeoise mettent la bourgeoisie hors de mesure d'affronter une crise universelle menaçant « l'existence même de la société bourgeoise ».

C'est pourquoi, depuis la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie a combattu chaque fléchissement, même mineur, de la production et des échanges par des relances inflationnistes ordonnées autour des dépenses parasitaires de l'Etat, dont le montant a dû être chaque fois plus élevé, gigantesque. Il n'est pas légitime, pas scientifique, de parler de crise pour caractériser les fléchissements de 1949 (occa-

sion de la première relance inflationniste par l'armement), de 1953, 1958, 1961, 1970, parce qu'à aucun de ces moments il n'y a eu de retablisement des conditions de base de la rentabilité du capital, destruction d'une masse suffisante de marchandises, de moyens de production et de capitaux fictifs pour relever le taux de profit.

Il n'est pas absolument exact non plus de parler de crise au sujet de la chute de la production industrielle — si importante qu'elle ait été — et du recul du commerce mondial de 1974-1975. Les faits que nous avons analysés ont marqué un moment très clair et très important dans la marche à la « crise universelle » dont parle Marx, c'est-à-dire à l'effondrement de la production et du système bancaire, financier et monétaire mondial, à la dislocation du marché mondial et du système mondial du commerce international. L'examen des principaux indicateurs montre que 1974-1975 est une date marquante, dans le sens où, à partir de cette période, un certain nombre de ressorts qui avaient tant bien que mal refonctionné à coups de relance inflationniste depuis 1949 ont cessé de marcher, ont été « cassés » dans des conditions où la relance inflationniste n'a pas été cette fois en mesure de les remettre en route.

Dans la marche à la dislocation du marché mondial et la crise « universelle », partie intégrante centrale de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, les événements de 1974-1975 ont donc leur place, toute leur place. Mais ils n'ont pas constitué une crise, au plein sens du terme, parce que, comme Mandel le montre lui-même avec un luxe de détails « scientifiques », mis au service d'une méthode qui elle ne l'est pas, elle n'a pas retabli les conditions de l'accumulation, assaini le marché, relevé le taux de profit qui continue au contraire à baisser. 1974-1975 a montré que la marche à la dislocation du marché mondial était effectivement largement entamée et l'a encore fait avancer, mais la crise, au sens marxiste, est encore devant nous.

La thèse d'une « crise classique de surproduction », caractéristique du « capitalisme en général », interprétation étayée de surcroît par un appel à la théorie des mouvements de longue

période de Kondratief, laquelle repose sur des bases théoriques étrangères au marxisme, doit être rejetée.

« Non pas le capitalisme en général, dit Trotsky dans Défense du marxisme, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. »

Or le stade de développement actuel est celui du pourrissement avancé du système, combiné avec des rapports politiques entre les classes qui ferment à la bourgeoisie tout autre recours que la relance inflationniste au moyen des dépenses parasitaires de l'Etat, militaires en premier lieu.

Mais le terme « dépenses parasitaires » est un terme exclu du vocabulaire de Mandel, tout comme l'est le terme « pourrissement » et même celui de « l'impérialisme comme stade du capitalisme ». Pour Mandel, il n'y a pas de dépenses parasitaires ; il y a seulement des « techniques de relance keynesiennes et néo-keynesiennes » (souligné par Mandel), utilisées en doses plus ou moins massives. Parlant de la relance inflationniste de 1975 et du fait qu'elle a enrayé la « récession », Mandel écrit que la reprise de 1976

« confirme la justesse d'un diagnostic que nous avons formulé dès 1960. L'Etat bourgeois n'a absolument pas les moyens d'éviter les fluctuations économiques et une rechute périodique dans la crise de surproduction. Celle-ci est innée dans le mode de production capitaliste. Elle ne disparaîtra qu'avec lui. Mais il a le moyen de limiter dans l'immédiat la durée et la profondeur de la récession par l'application de techniques keynesiennes et néo-keynesiennes — c'est-à-dire en créant de la fausse monnaie. Le prix qu'il paye pour l'application de ces techniques anti-crise, c'est la dévalorisation progressive des monnaies de papier et l'accélération de l'inflation. La limite de l'application

des techniques anti-crise est atteinte lorsque l'inflation, ayant épuisé le gros des réserves d'une puissance impérialiste, commence à s'emballer et perd tout effet stimulant sur l'activité économique, provoquant même des effets pervers. » (E. Mandel, *La Crise 1974-1975*, op. cit., p. 73).

On admirera la manière dont le pourrissement du système monétaire, la « corruption de la monnaie » sur une échelle sans précédent, la montagne de dettes sont caractérisés comme autant d'effets « pervers ». Mais on notera aussi le refus de définir avec précision le lieu où s'effectuent les injections de crédits. Pour Mandel, il s'agit d'« injections de pouvoir d'achat » en général, et plus loin il prétend même que le seul secteur qu'elles favorisent à coup sûr sont les consommateurs !

« La seule conclusion à tirer d'une stimulation vigoureuse de la demande par amplification accélérée de la masse monétaire, c'est qu'elle arrêtera à coup sûr la chute de la demande de biens de consommation. Quand le gouvernement distribue des dizaines de milliards de dollars supplémentaires aux consommateurs, le volume des ventes courantes de biens de consommation pourra difficilement baisser. Le fait que les allocations de chômage, contrairement aux années 1930, atteignent maintenant des taux assez élevés — évoluant, selon *The Economist* du 15 janvier 1978, entre 44 et 80 % des salaires précédents, et pouvant même dépasser ceux-ci par l'incidence de la baisse des impôts dans certains cas limites — contribue évidemment à limiter le fléchissement de la demande de biens de consommation résultant de la récession. » (E. Mandel, *La Crise 1974-1975*, op. cit., p. 73).

Voilà bien des problèmes que la reprise et la poursuite de la discussion devront aider à clarifier.

relance de l'économie d'armement

Le 28 janvier, dans le cadre de sa présentation du budget US pour 1981, Carter a annoncé la mise en route d'un gigantesque programme d'armement, d'une ampleur quasiment sans précédent. Il faut rappeler les chiffres et comprendre ce que signifie l'annonce de ce programme, comme premier pas dans la recherche pour la bourgeoisie impérialiste des moyens de créer les conditions politiques d'une agression militaire massive contre la classe ouvrière et les masses mondiales, contre les conquêtes d'Octobre, contre l'exemple contagieux de la révolution iranienne en Asie centrale, au Moyen et au Proche-Orient, de la révolution nicaraguayenne en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il faut également examiner les chiffres et leur portée exacte en tant que moyen de relance de l'économie américaine.

Dans un cas comme dans l'autre cependant, il ne faut pas céder à l'impressionnisme. Ce n'est pas sur la base d'un discours et sur l'annonce d'un programme militaire pour armer l'Etat impérialiste US encore plus massivement et relancer l'économie que Carter va colmater les fissures politiques au sein de la bourgeoisie mondiale et encore moins les brèches existantes dans le système de domination politique de la bourgeoisie américaine elle-même. D'autre part, et ceci contribue à expliquer cela, au degré déjà atteint actuellement d'injection de crédits parasitaires — en premier lieu militaires, dans l'économie américaine par l'Etat impérialiste —, aux niveaux d'inflation et d'endettement qui sont ceux de cette économie, la politique choisie par Carter est, aux yeux des banquiers et analystes financiers, une politique parfaitement aventuriste et irresponsable.

Dans son éditorial du 29 janvier, le journal « Les Echos » traduit le scepticisme profond de ces milieux à la politique choisie par Carter :

« Le budget présenté hier par Jimmy Carter au Congrès pour l'année commençant le 1^{er} octobre prochain, concilie, en apparence, l'inconciliable : il accroît l'effort d'armement sans sacrifier les dépenses civiles tout en prévoyant une diminution de l'inflation... ! Les circonstances — à savoir la situation internationale et la perspective des élections présidentielles — pourraient faire que l'exercice 1980-1981 se solde en fin de compte par des chiffres sensiblement différents de ceux publiés, hier, par la Maison-Blanche... »

En somme, en langage poli, la Banque dit à Carter : « demain, on rase gratis » ! Commençons par rappeler le montant chiffré du programme d'armement.

LE PROGRAMME D'ARMEMENT DE CARTER

Dans sa présentation du projet de budget, Carter a annoncé le développement de nouveaux crédits militaires au rythme suivant :

1980	146	milliards de dollars
1981	158	milliards de dollars
1982	180	milliards de dollars
1983	201,5	milliards de dollars
1984	224,2	milliards de dollars
1985	248,9	milliards de dollars

(Ces chiffres sont annoncés en dollars courants par le Département de la Défense, et utilisent un taux prévu d'inflation de 8,2 % pour les contrats de fournitures, et 9,3 % pour les contrats de technologie).

Les autorisations de programme annoncées pour 1985 dépasseront donc de 100 milliards de dollars celles

de 1980. Leur addition au cours des cinq années conduira à la somme gigantesque de plus de 1 000 milliards. La hausse sera d'environ 50 % (en termes réels) en 1985 par rapport à 1981, et d'environ 75 % (en dollars courants) pour l'ensemble des cinq années par rapport au quinquennat précédent.

Le détail des commandes à venir commence à être connu. 97 navires de guerre (surtout des porte-avions et sous-marins) vont être construits d'ici à 1985 (17 dès 1981, contre 12 cette année). 1 700 avions militaires vont être commandés (dont 466 en 1981 et 491 en 1982). Les chaînes de montage fonctionneront à plein chez Mc Donald Douglas et General Dynamics, constructeurs respectifs des avions F-15 et F-16 (pour un prix allant de 10 à 80 millions de dollars l'unité). Chrysler, dont l'avenir était en discussion au Sénat, recevra en 1981 un contrat de plus d'un milliard de dollars pour la fabrication du char XM-1 : 769 de ces engins seront produits dès cette année et le total pourrait arriver à sept mille exemplaires... Il faut ajouter les matériels nouveaux prévus pour équiper la « force à déploiement rapide » (avions cargo et navires « prepositionnés ») ainsi que la « nouvelle génération » de missiles stratégiques intercontinentaux comme le MX.

C'est ainsi, en relation avec ses objectifs politiques, mais aussi comme instrument de politique économique en soi, que Carter croit pouvoir relancer une nouvelle fois l'économie américaine.

« UNE ECONOMIE MURE POUR LA RECESSION »

En octobre 1979, la revue « Banque » a publié un important article intitulé « Les Etats-Unis : une économie mûre pour la récession ». Fort bien documenté et informé, l'article ne fait que refléter des positions largement répandues chez des spécialistes financiers de la place de New York et des autres grandes places internationales.

L'article estimait alors que l'on serait en présence des signes classiques de la récession : ralentissement des

ventes de détail, diminution des commandes et, à son tour, baisse de la production et de l'emploi. En octobre, la production avait dans l'ensemble seulement commencé à fléchir. L'industrie automobile, par contre, était déjà orientée vers la baisse de la production. Son fléchissement représentait à lui seul 90 % de la baisse totale du PNB réel. Dans les autres secteurs, d'autre part, les entreprises avaient commencé à accumuler des stocks à cause d'un recul des ventes.

On constatait la stagnation déjà notée plus haut des investissements, accompagnés par ailleurs d'un très fort accroissement de l'endettement. En effet, rappelait l'article, la dette de tous les secteurs non financiers s'était accrue au taux annuel de 12 % du début de 1975 à la fin du premier trimestre de 1979. Cet accroissement avait dépassé le taux élevé de l'endettement pendant la reprise de 1971-1973 et était presque deux fois plus rapide que pendant les reprises antérieures. La dernière grande menace était l'inflation qui atteignait au troisième trimestre 14 %.

L'état de la balance courante des paiements pouvait paraître positif. Les exportations américaines ont augmenté en 1979 et les importations se sont aplanies malgré la hausse du prix du pétrole. Le déficit courant pour 1979 est estimé, sur la base des premiers sept mois, à 4-5 milliards de dollars, contre 14 milliards en 1978 et 24 milliards en taux annuel d'octobre 1977 à mars 1978. Pourtant, comme le souligne l'article de « Banque » :

« Depuis le mois de juin, le dollar s'est affaibli de nouveau. L'énigme du président Carter y est pour beaucoup car les marchés sont sans pitié, même face aux meilleures intentions. La pression sur le dollar provient principalement des sorties de capitaux privés motivées, comme avant novembre 1978, par le manque de confiance dans la politique de l'Administration en matière d'énergie et d'inflation. »

Car c'est là, dans la politique de Carter, explique l'article de « Banque » — reflétant sur ce point l'opinion absolument unanime des milieux financiers —, que résident les principaux dangers pour l'économie mon-

dale, dont l'économie américaine est le pivot. Ces dangers étaient ceux de voir Carter tenter en cette occasion encore de relancer l'économie par l'inflation. L'auteur exprimait en octobre sa crainte face à la situation aux États-Unis :

« Le mirage de l'expansion budgétaire et monétaire comme moyen d'assurer le plein emploi et le bien-être du peuple réapparaît déjà avec force. L'Administration et la Réserve fédérale s'apprêtent "à brûler la maison pour rôti le cochon d'inflation", dit-on. »

Et d'affirmer que, cette fois-ci,

« la récession qui s'annonce, et l'inflation qui s'est fortement ancrée depuis des années appellent des efforts orientés vers une désinflation ordonnée. Une reflation précipitée serait pire qu'un crime : elle serait une sottise, pour paraphraser Talleyrand.

Dans l'effort de désinflation, cependant, il faut une direction réfléchie, ferme et courageuse. Il le faut d'autant plus que la prochaine crise monétaire n'est peut-être pas loin. »

Pourquoi « un crime et même une sottise » ? Parce que, de l'avis des banquiers, l'ampleur de l'inflation actuelle, ainsi que l'ampleur des distorsions introduites dans l'ensemble du système des prix par trente années successives d'injections de crédits à partir des dépenses parasitaires de l'Etat impérialiste, la nouvelle relance par l'inflation que Carter a effectivement annoncée en janvier, n'auront strictement plus aucun effet d'entraînement d'ensemble sur l'économie. Elle ne fera exclusivement que nourrir l'inflation et accentuera encore plus la distorsion radicale de l'ensemble du système de prix et de choix d'investissements ou spéculations qui paraissent offerts aux capitalistes.

Dans son étude de fin 1979 déjà citée plus haut sur la rentabilité du capital engagé dans la production, « Business Week » s'interroge sur l'indice qui serait fourni par le cours des actions des entreprises industrielles à la Bourse de New York et les compare avec d'autres variables. L'évolution relative des prix cumulatifs depuis 1968 est la suivante :

(DEPUIS 1968)

Actions en Bourse :	+ 3	% par an
Prix de gros :	+ 6,5	% par an
Diamants :	+ 12	% par an
Immobilier :	+ 12	% par an
Or :	+ 20	% par an

(Sur la base des prix d'octobre-novembre 1979, c'est-à-dire 400 dollars l'once).

La conclusion qui se dégage de l'étude de « Business Week », rédigée avant l'annonce du « plan Carter », est tout à fait claire : le degré de distorsion atteint entre la rentabilité des investissements productifs et celle des investissements financiers et spéculatifs établit des limites étroites aux effets d'entraînement d'ensemble que pourrait avoir une politique de relance inflationniste. En dehors des branches industrielles et des grands trusts directement liés au secteur militaire, la disproportion atteinte dans les taux de rentabilité respectifs des différents investissements ou placements est trop élevée pour permettre une relance générale.

Trois semaines après le discours fracassant de Carter sur « l'état de l'Union » et l'annonce de la nouvelle relance par les dépenses d'armement, le jugement émis par « Business Week » tombe comme un couperet le 18 février 1980. Commentant la courbe de production industrielle, « Business Week » écrit :

« Pratiquement nulle part — sauf peut-être dans l'industrie de la défense — est-il raisonnable de défendre l'hypothèse d'une reprise spontanée de la demande. Au contraire, tous les autres secteurs de l'économie luttent pour maintenir les niveaux de production antérieurs. Sous la surface, la détérioration s'approfondit (...) et l'inflation continue à éroder le pouvoir d'achat des consommateurs, tandis que les coûts en ascension découragent le secteur industriel. »

Aux Etats-Unis, personne ne peut éluder la question du financement inflationniste de ces dépenses nouvelles. Un haut fonctionnaire déclare à « Business Week » :

« Si nous finançons les dépenses d'armement comme nous l'avons fait durant la guerre du Vietnam, de telle sorte qu'elles s'ajoutent à la demande globale, nous ne ferons que pénaliser les investissements non militaires, en accélérant l'inflation et les taux d'intérêt. »

C'est pourquoi, concluait « Business Week », si l'Administration Carter confirme sa décision d'accroître les dépenses militaires, il lui faudra élaborer et imposer en même temps

« une politique de contrôle des prix et des salaires et peut-être un système de rationnement. Ce sont là, naturellement, les attributs d'une économie de guerre. »

L'état des rapports politiques entre les classes, aux Etats-Unis comme à l'échelle mondiale, est-il cependant tel que la bourgeoisie puisse aujourd'hui sérieusement envisager le passage à l'économie de guerre ?

Quatre chiffres viennent appuyer le scepticisme et l'hostilité de toute la partie du capital américain non directement bénéficiaire des contrats militaires, dont « Business Week » se fait l'écho :

- tandis que le PNB s'est accru de 183 % de 1949 à 1979 aux Etats-Unis, la masse monétaire s'est accrue de 700 % ;

- l'injection de crédits parasites depuis quinze ans a porté la part de l'Etat dans le PNB de 29 % en 1965 à 39 % en 1979 ;

- le taux d'inflation est passé de 1,7 % en 1960 à près de 15 % fin 1978 ;

- enfin, l'économie de dette poursuit une croissance de 12 % par an en atteignant, selon les estimations, entre 4 800 milliards et 5 000 milliards de dollars. C'est là un point sur lequel il faut revenir à l'aide des études antérieures de « Business Week ».

1974 :

2 500 MILLIARDS DE DOLLARS DE DETTES

En octobre 1974, « Business Week » publiait une enquête faite avec l'aide de la Bourse de New York, qui dressait un constat (jugé par certains comme catastrophiste) du degré d'endettement atteint par l'économie américaine et de ses implications.

« L'économie américaine repose sur une montagne de 2 500 milliards de dollars de dettes, faite des masses de voitures, de maisons, d'usines et de machines qui ont fait de notre économie la plus riche et la plus puissante de l'histoire.

Les chiffres défient l'imagination : 1 000 milliards de dollars d'endettement des sociétés, 600 milliards de crédits hypothécaires, 500 milliards d'emprunts du gouvernement américain, 200 milliards d'endettement des particuliers. Pour soutenir trente années de croissance économique, ce pays s'est endetté chaque jour à un rythme de 200 millions de dollars jour après jour depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Deux questions décisives doivent être posées :

— les dettes actuellement contractées pourront-elles être honorées ou refinancées à leur échéance ?

— sera-t-il possible de continuer à s'endetter à un rythme suffisant pour soutenir la croissance que nous avons connue depuis la fin de la guerre ?

Il ne fait pas de doute que l'économie américaine continuera à être une énorme dévoreuse de capitaux nouveaux... Et pourtant l'endettement est déjà plus élevé que jamais dans le passé. Pour chaque dollar qui circule, il y a environ huit dollars de dettes, soit plus du double qu'il y a vingt ans. L'endettement des entreprises est quinze fois plus élevé que leurs bénéfices après impôts, contre huit fois seulement en 1955. L'endettement des ménages atteint 93 % du revenu disponible contre 65 % en 1955. Les banques américaines ont prêté à l'étranger des milliards de dollars qui n'existaient même pas en 1955... »

L'étude considérait que, du fait de cet endettement, la situation financière des entreprises s'était déjà gravement détériorée. Le rapport bénéfices bruts/intérêt du capital emprunté était tombé de 12,7 % en 1965 à 3,5 % en 1974. D'autre part, pour financer ces prêts, les banques s'étaient trouvées à leur tour dans l'obligation de prendre de plus en plus de risques. Ainsi le rapport entre les crédits accordés et les dépôts, qui était de 43 % en 1975, était passé en 1974 à 76 %.

Face à cette situation, « Business Week » ne manquait pas d'indiquer les dangers d'une récession :

« On en arrive en fait à prévoir le pire : le spectre d'une réaction en chaîne, où la défection des emprunteurs entraînerait les prêteurs à la faillite, plongeant ainsi le monde dans une profonde dépression.

Certes, nous ne sommes pas dans les années trente. Les gouvernements et les banques centrales sont mieux outillés et plus désireux d'aider les banques en difficulté, comme on l'a vu dans le cas de la Franklin National ou de la banque Herstatt. Mais les sommes engagées sont infiniment plus grandes qu'en 1930. Le plus grand risque est peut-être couru sur les milliards de dollars qui ont été prêtés à des institutions ou à des pays dont la capacité de rembourser se trouve brutalement compromise du fait de la hausse des prix du pétrole. »

La situation la plus préoccupante en effet était celle du marché des euro-dollars :

« Au cours des six premiers mois de 1974, les banques intervenant sur l'euro-marché ont accordé plus de 20 milliards de dollars de crédits de ce type aux sociétés et aux gouvernements, soit des sommes proches du maximum de 1973. Le total de l'endettement ainsi constitué depuis 1970 atteint 60 milliards de dollars... Mais ce procédé présente un immense danger, dans la mesure où les dépôts sur le marché de l'euro-dollar sont à terme de quelques jours ou de quelques semaines, tandis que les emplois des emprunteurs sont à terme de plusieurs années. »

A la même époque, le « Time » du 24 mai 1974 notait :

« D'ores et déjà, le ratio - fonds propres/dépôts - des banques exerçant sur le marché des euro-monnaies a atteint des proportions alarmantes.

Dans le secteur bancaire intérieur du Royaume-Uni, un ratio de 1/15 serait sans aucun doute considéré comme constituant l'extrême limite de la prudence. Aux Etats-Unis, les ratios varient de 1/12 à 1/19, tandis que, sur le marché des euro-devises, on estime actuellement que les ratios sont de l'ordre de 1/40 à 1/50 et qu'ils progressent rapidement. »

« Business Week » expliquait enfin le grave dilemme où se trouvaient la bourgeoisie américaine et son gouvernement. D'un côté, en effet :

« Le total des investissements industriels d'ici à 1985 devrait se monter à 2 650 milliards de dollars. Si cette somme doit être financée dans les mêmes proportions que ces dernières années, on peut estimer que les capitaux propres des sociétés augmenteront de 500 milliards, mais leur endettement de 750 milliards. Or le fardeau d'une telle dette conduirait très certainement, et bien avant 1985, la plupart des sociétés américaines à la faillite. C'est inacceptable. »

Par ailleurs, cependant :

« Ne pas s'engager dans cette voie, c'est choisir l'autre terme de l'alternative : réduire les investissements. Mais, en ce cas, pour ramener l'endettement à des niveaux raisonnables, il faudrait accepter un tel niveau de chômage et une telle dislocation du commerce mondial que cette orientation est tout aussi inacceptable. »

Dans les éléments pour des thèses sur la révolution européenne, rédigées en novembre-décembre 1974, Stéphane Just écrivait :

« L'hypertrophie du crédit, le parasitisme aboutissent à une sorte d'anémie boursoflure qui semble affranchir de leurs limites, de leurs bases, les rapports sociaux de production capitalistes, le capital. En fait, alors même qu'ils permettent la

poursuite momentanée de l'accumulation du capital, ils ne font qu'aggraver à terme le problème. L'énormité de l'endettement, le capital fictif finissent par peser lourdement sur le taux de profit et contribuent à la marche à la crise, dont ils avaient, en créant ce marché artificiel, reculé les limites dans l'immediat pour les reporter dans le temps. La seule solution pour éviter la crise : élargir encore plus artificiellement le marché, hypothéquer les profits à venir, par un nouvel et plus colossal endettement et une nouvelle et plus formidable formation de capital fictif. »

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, c'est bien cette voie que l'impérialisme a choisie en 1975 pour enrayer le mouvement de chute de la production industrielle et des échanges, et qu'il s'apprête à utiliser encore une nouvelle fois.

1978 : 3 900 MILLIARDS DE DOLLARS DE DETTES

Quatre ans plus tard, « Business Week » a publié une nouvelle enquête actualisant celle de 1974. Les auteurs constatent que la montagne de dettes a continué à s'accumuler et écrivent :

« Depuis la fin de 1975, les Etats-Unis ont relancé l'économie d'endettement et provoqué une explosion de crédit si effrénée qu'elle laisse loin derrière elle la fièvre qui avait marqué le début des années 1970. Certes, ceux qui ont le plus pêché hier ne sont plus ceux qui pêchent le plus aujourd'hui. Au cours des trois années de la nouvelle période économique qui vient de commencer, l'endettement des sociétés s'est accru de 36 % pour atteindre un peu plus de 1 000 milliards de dollars, et celui des collectivités locales et des Etats de 33 % pour se situer à 295 milliards de dollars, cependant que, pour l'ensemble de l'économie, il augmentait de 42 % pour atteindre 3 900 milliards de dollars.

Plus alarmante est la constatation que dans le même temps, l'endettement des consommateurs pour les achats à tempérament a progressé de 49 % pour atteindre 300 milliards de

dollars, que le total des crédits hypothécaires sur propriétés à usage d'habitation s'est développé au taux record de 54 % pour se situer maintenant à 750 milliards de dollars et que les emprunts de l'Etat fédéral (Trésor et agences fédérales) ont augmenté de 47 % et s'élevaient actuellement à 825 milliards de dollars. »

Cette poussée de l'endettement s'est accompagnée d'une nouvelle dégradation des ratios de fonctionnement des banques.

« A mesure que le système se trouvait soumis à de nouvelles tensions, le ratio des prêts par rapport aux dépôts et celui des actifs liquides par rapport aux crédits bancaires se sont dégradés pour retrouver le niveau qu'ils avaient lors de la crise du crédit de 1974. En outre, tout au long de 1978, les banques commerciales ont vendu des fonds d'Etat, puis procédé à des achats sur le marché monétaire pour financer des prêts. »

Les éléments pour des thèses cités plus haut affirment :

« Un jour ou l'autre, les comptes du capital doivent être apurés. Les rapports de production imposent leur loi. La base trop étroite ne peut plus supporter l'énorme échafaudage, la fantastique hypertrophie de crédit et de capital fictif. L'échafaudage s'écroule sur sa base. C'est la crise. »

Les rédacteurs de l'article de « Business Week » y font, dans leur propre langage, quasiment écho :

« Le risque, à l'heure actuelle, est que lorsque la prochaine récession mondiale se produira, quel que soit le moment où elle se produise, elle surprendra tous les pays dans une situation où ils seront encore plus endettés qu'il y a trois ans.

Ce danger menace les Etats-Unis comme les autres. Tant que la politique monétaire et la politique budgétaire américaines resteront aussi axées sur l'expansion, même l'énorme fardeau de la dette actuelle restera supportable. Mais ces mêmes politiques qui permettent à un si grand nombre d'entre nous de vivre en permanence endettés jusqu'au cou portent en elles les germes de leur propre ruine parce qu'elles alimen-

tent l'inflation. A un moment où à un autre, il faudra bien que l'Administration ou le Système fédéral de Réserve, ou les deux, renversent la vapeur. A ce moment-là, a moins d'un concours de circonstances extraordinairement favorable, la nouvelle économie d'endettement (dont le niveau est déjà de 50 % supérieur à celui de l'ancienne économie d'endettement) risque fort de connaître un effondrement total. »

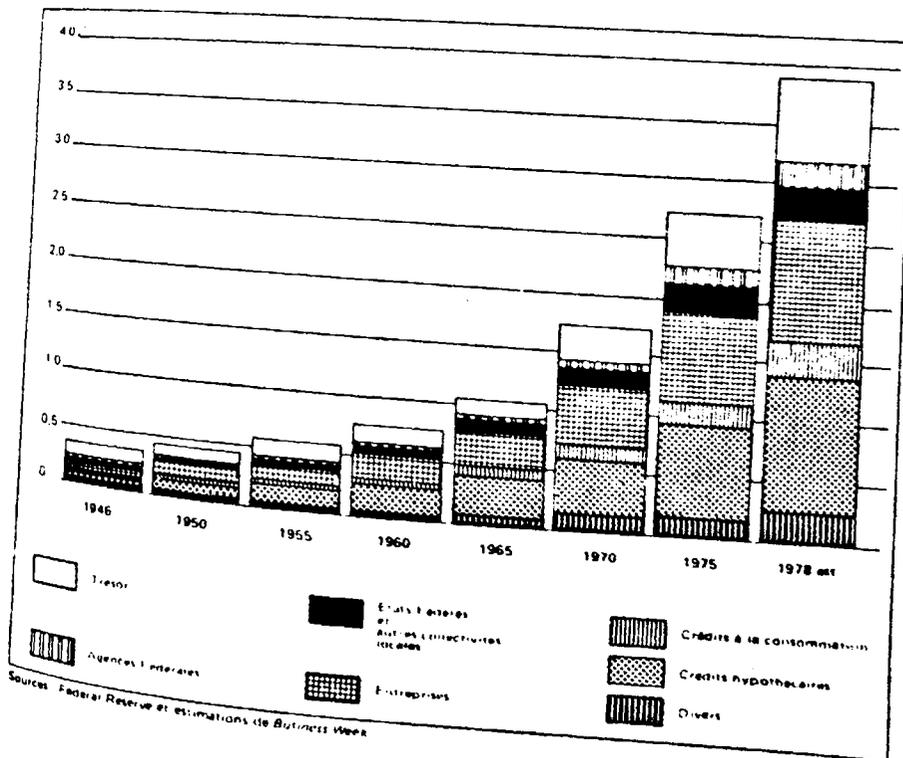
L'examen de l'évolution du PNB des Etats-Unis et, à sa suite, de celui de l'ensemble des pays impérialistes, rend parfaitement compréhensible le jugement de « Business Week ». Depuis 1974, l'injection de crédits parasites sur cinq années consécutives a conduit l'économie de dette au point où son effondrement est inévitable, même s'il est impossible — aussi bien aux analystes financiers de Wall Street qu'aux marxistes — d'en fixer

les délais. Et pour quels résultats ? Pour un effondrement presque immédiat de la reprise 1977 et une croissance du PNB guère supérieure à 2,5 % par an sur cinq ans en moyenne.

LA FLAMBÉE DU PRIX DE L'OR

Depuis dix-huit mois, les mouvements du prix de l'or sont devenus l'une des expressions les plus concentrées, tant du degré atteint dans le pourrissement économique et financier du système impérialiste, que des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale dans le cadre du tournant déjà amorcé à l'intérieur de la période de l'imminence de la révolution. Ce double aspect n'est autre que la réfraction aussi bien indirecte que directe de la lutte des classes.

UNE MONTAGNE DE DETTES QUI GRANDIT (milliards de dollars)



Au vu de la période de huit ans qui s'est écoulée depuis le 15 août 1971, on peut établir — ainsi que l'un des économistes officiels du Parti socialiste, Christian Goux, l'a fait dans « Le Monde » du 29 janvier 1980 — une relation assez étroite, avec un temps de décalage qui se réduit de plus en plus, entre la croissance des engagements à court terme des Etats-Unis (c'est-à-dire le flot de dollars à cours forcé qui inondent l'économie mondiale) et le prix de l'or. Il présente le tableau ci-dessous.

Et de donner de ce tableau le commentaire suivant — cette fois, pas

faux en soi, mais étroitement économiste et donc absolument unilatéral :

« De 1960 à 1978, les engagements des Etats-Unis vis-à-vis des banques centrales étrangères ont été multipliés par trente-huit, soit une croissance de 14 % l'an en moyenne, ce qui est la manifestation la plus évidente du déficit massif cumulé de la balance des paiements sur la base des règlements officiels.

Parallèlement à ce développement foudroyant, les engagements liquides privés ont également été multipliés par vingt et un, soit une croissance annuelle moyenne de 11,5 %.

« Le Monde », 29 janvier 1980.

Une hypothèse : le prix de l'or suit plus ou moins la croissance des engagements à court terme des Etats-Unis

(1) Engagements à court terme des Etats-Unis (réserves de change autres que l'or défalquées).

(2) Millions d'onces d'or (31,103 grammes) à Fort-Knox.

(3) Prix auquel la valeur du stock d'or est égale aux engagements.

(4) Prix de l'or sur le marché de Londres.

	(1)	(2)	(3)	(4)
1960	19 904	509	39,1	35,60
1961		484		35,15
1962		459		35,07
1963		446		35,08
1964		442		35,12
1965	29 130	402	72,5	35,12
1966	30 273	378	80,1	35,19
1967	33 802	345	98	35,20
1968 (1)	34 655	311	111,4	41,00
1969	42 034	339	124	35,20
1970	44 945	316	142,2	37,37
1971	67 386	292	230,8	43,63
1972	82 227	276	297,9	64,90
1973	91 739	276	332,4	112,25
1974	117 893	276	427,1	186,50
1975	128 069	275	465,7	110,25
1976	157 746	275	573,6	134,75
1977	200 577	277	724,1	164,95
1978	255 028	277	920,7	226
21-1-1980		263		600
				850

(1) Les banques centrales cessent, depuis la dissolution du pool de l'or, de maintenir le prix du marché au niveau du cours officiel (moyennant une marge de fluctuation étroite) de 35 dollars l'once.

Il n'est pas étonnant que, devant la montée irrésistible de la dette liquide, le prix de l'or détenu par les Américains à Fort-Knox, dont la quantité a baissé de plus de la moitié, ait crevé tous les plafonds.

Les calculs que nous avons effectués montrent que, fin 1977, c'est à 920 dollars l'once que le prix de l'or devrait s'établir pour équilibrer la dette liquide et non liquide publique et la dette liquide privée. Si l'on s'en tenait uniquement à la dette publique, le prix de l'once d'or d'équilibre serait de 607 dollars.

On voit donc que le prix de l'once d'or atteint le 21 janvier 1980 n'a, dans cette optique, rien d'absurde. »

Il ne fait aucun doute que l'énorme amoncellement des dettes sur lequel sont construits l'économie américaine et l'ensemble du système impérialiste conduit à une perte de substance cons-

tante du dollar vis-à-vis de la seule expression véritable de la richesse sociale qu'est l'or dans le cadre de la propriété privée des moyens de production.

Mais cette explication de Goux ne permet pas de rendre compte de l'allure exacte de la courbe et de son accélération extraordinaire depuis fin 1978. Ce qui est de plus en plus visible sur la courbe de l'or, c'est sa connexion de plus en plus étroite à la progression des événements mondiaux de la lutte des classes mondiale et l'entrée dans « le nouveau tournant dans la période d'imminence de la révolution ». Ce sont les puissantes vagues de la révolution iranienne, de la révolution nicaraguayenne, qui ont rythmé la progression des cours de l'or, de même que ce sont les mêmes événements qui sont également à la base de la brève panique boursière du 9 octobre.

du système de Bretton Woods aux accords de la Jamaïque

On peut, pour terminer, dans le cadre d'ensemble ainsi établi, retracer rapidement l'évolution du système monétaire international — plus exactement du système qui régit (ou est sensé régir) les relations des différentes monnaies étatiques entre elles et avec l'or. Le fil conducteur est celui du pourrissement d'un système qui est ordonné autour d'un dollar à cours forcé, mais au sein duquel les forces aveugles de l'anarchie capitaliste se manifestent de façon croissante.

Il faut tout d'abord revenir rapidement sur les conséquences de la déclaration du 15 août 1971. La fin de la convertibilité du dollar en or et l'échec des tentatives faites, lors de la conférence monétaire tenue au Smithsonian Institute à Washington en décembre 1971, pour maintenir en place un système de parités fixes entre les monnaies, ont vu, courant 1972-1973, la naissance dans le plus grand désordre

d'un système monétaire international marqué par toutes les particularités de l'état des rapports politiques entre la classe ouvrière et la bourgeoisie à l'échelle mondiale et, partant, au sein de la bourgeoisie mondiale elle-même.

Ce système combine un système de parités flottantes entre les monnaies (c'est-à-dire de situations où le taux de change de chaque monnaie nationale de chaque bourgeoisie impérialiste vis-à-vis de celles des autres varie en quasi-permanence sous l'effet des événements quasi-quotidiens de la politique, de l'économie, donc de la lutte des classes dans chaque pays et internationalement), avec la situation de primauté que toutes les autres monnaies — et les autres bourgeoisies — ont été contraintes de continuer de reconnaître au dollar. Cette combinaison originale a abouti à quelque chose sans précédent dans l'histoire, en dehors des périodes d'occupation du

territoire d'un Etat bourgeois par les troupes d'un autre Etat bourgeois, c'est-à-dire un système de cours forcé international dans lequel toutes les bourgeoisies sont contraintes d'accepter, d'acheter la monnaie des Etats-Unis, si bas en soit le prix et quelles que soient les pertes encourues.

Les Etats-Unis ne le cachent même pas. Ainsi, W. Eberlé, l'un des négociateurs américains à la conférence de décembre 1971, l'a d'ailleurs reconnu ouvertement, déclarant que les partenaires des Etats-Unis n'avaient plus le choix qu'entre acheter plus de produits fabriqués aux Etats-Unis ou accumuler « du papier sans valeur ».

La politique, examinée plus haut, d'expansion sans frein des dépenses parasitaires par la voie de l'inflation pratiquée par les Etats-Unis comme par les autres pays pour soutenir une conjoncture affaiblie et chercher à restaurer « une confiance des milieux d'affaires fortement ébranlée par l'annonce des décisions prises par les Etats-Unis le 15 août », a conduit à une inondation du marché mondial en dollars d'une dimension sans précédent : 21,9 milliards de dollars de déficit extérieur en 1971, 13,8 milliards en 1972, 7,6 milliards en 1973, 18,9 milliards en 1974.

C'est à ce moment que l'or a vu une première poussée, bien modeste au regard des records atteints depuis, triplant presque son prix pour dépasser 100 dollars l'once en 1973. C'est le moment aussi où les flots de demandes de conversion de dollars en deutschemarks ont obligé l'Allemagne à réévaluer sa monnaie en février 1973 et à assumer, au prix d'un renchérissement supplémentaire de ses propres exportations, une partie très lourde de la charge des dépenses parasitaires décidées par les Etats-Unis.

Le rapport déjà cité de l'OCDE écrit :

Il s'agit d'une période « importante pour plusieurs raisons, dont la moindre n'est pas le gonflement considérable des réserves internationales et ses repercussions sur l'expansion monétaire intérieure. L'ampleur des déficits des paiements extérieurs des Etats-Unis pendant cette période a fait que, dans les autres pays de

l'OCDE, les contraintes de balance des paiements ont disparu, favorisant ainsi l'expansion considérable de la masse monétaire. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que cette expansion est la conséquence mécanique d'un lien automatique qui existerait entre les réserves internationales et la masse monétaire, mais, à notre avis, on peut raisonnablement supposer que, par son ampleur, la création de réserves a contribué à l'essor synchronisé de l'activité en 1972-1973 et qu'elle a ainsi exercé une influence inflationniste (...). On peut aussi penser que le choc psychologique créé par les perturbations monétaires, et les bouleversements qu'elles ont entraînés dans le système des taux de change, ont contribué à créer le climat d'incertitude qui a marqué la plupart des débats de politique économique pendant cette période. »

En somme, le système monétaire international, loin d'arrêter ou même de freiner le processus inflationniste, s'est trouvé, d'une part, contraint de s'incliner devant les décisions américaines, tout comme devant Carter aujourd'hui, et a tendu, d'autre part, à amplifier et à accélérer la diffusion de l'inflation américaine.

C'est dans ce contexte que s'est constitué le « serpent monétaire » européen. Les Etats-Unis ont accueilli la constitution de ce système de parités flottantes communes, en le caractérisant comme étant un début de retour aux « blocs monétaires » des années trente. Le serpent européen avait pour but de créer, dans certaines limites de flottement vers le haut ou vers le bas, une parité commune des monnaies européennes par rapport au dollar. L'un de ses objectifs, qui est aussi l'un de ceux du SME, était d'établir un mécanisme minimum de défense pour atténuer les effets de chocs monétaires trop forts, en particulier de trop fortes variations de changes, sur les économies européennes.

S'il y a eu bloc, il était timide et abâtardi, parce que les impérialismes européens — et japonais bien sûr également — savent qu'ils n'ont pas, en dernière analyse, d'autre choix que de soutenir l'impérialisme américain quel qu'en soit le prix. Nulle autre puissance impérialiste, ou groupe de

puissances impérialistes, ne peut relayer l'impérialisme US, occuper la place qu'il occupe depuis des décennies, et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'effondrement de l'économie américaine signifierait leur débâcle immédiate, la débâcle du mode de production capitaliste, de la société bourgeoise dans son ensemble. C'est pourquoi les impérialismes européens et japonais acceptent, bon gré, mal gré, de prendre en charge une partie des difficultés qui assaillent l'impérialisme américain.

Le bloc n'était pas homogène non plus, car les impérialismes européens ont entre eux des intérêts contradictoires, et ne sont pas par ailleurs de puissance égale. Dès 1974, la France s'est retirée du « serpent », incapable de continuer à soutenir le franc pour le maintenir dans des limites de fluctuation par rapport au deutschemark. Le franc a ensuite réintégré le serpent en juillet 1975, pour le quitter de nouveau le 16 mars 1976. Ce va-et-vient traduit toutes les faiblesses de la bourgeoisie française, face à son vis-à-vis allemand en particulier.

LES ACCORDS DE LA JAMAÏQUE

Ce qui a été fait à la Jamaïque représente avant tout une tentative pour codifier le régime du cours forcé du dollar. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre l'amendement apporté aux statuts du FMI, c'est-à-dire au vieux traité de Bretton Woods, sur le rôle de l'or. L'article 4 du traité de Bretton Woods stipulait :

« La parité de chaque Etat membre sera exprimée en poids d'or, pris comme dénominateur commun, ou en dollars des Etats-Unis d'Amérique du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 1944. »

Le nouvel article 4 des statuts, premier paragraphe, prévoit comme une obligation :

« Le maintien par un membre d'une valeur pour sa monnaie en termes de droit de tirage spécial ou d'un autre dénominateur, autre que l'or, choisi par le membre (...). »

Quelles que soient les inepties que certains commentateurs ont pu écrire, cette mesure n'aboutit pas à une quelconque « démonétisation de l'or ». Elle n'y vise même pas. Le rôle de l'or est fort bien reconnu, notamment par les instructions données au FMI de procéder à des ventes publiques d'or pour peser sur les cours et tenter de limiter ou régler leur hausse, dont les résultats ont paru effectifs pendant quelque deux ans, de 1976 à 1979.

Les accords de la Jamaïque ont institutionnalisé un système international dans lequel le mécanisme international de réserve reste axé sur le dollar, mais où la non-convertibilité du dollar en or libère les Etats-Unis de toute contrainte à l'émission et à la diffusion internationale des dollars — toute contrainte autre que leur propre « sens des responsabilités »... Les accords de la Jamaïque ont également institutionnalisé les taux de change flottants. Ils prévoient que chaque pays est libre d'intervenir ou non sur les marchés des changes. Les gouvernements peuvent adopter le régime de taux de change qu'ils préfèrent : flottement autonome, flottement concerté, rattachement à une autre monnaie, à un panier de monnaie ou aux DTS, c'est-à-dire la monnaie de singe internationale, à caractère résolument inflationniste, créée en 1969 (6).

La constitution en 1978 du « système monétaire européen » (SME) se situera pour l'essentiel dans le cadre des accords de la Jamaïque et de la nouvelle rédaction de l'article 4 du statut du FMI. Cette fois-ci, le « bloc » est constitué avec le consentement des Etats-Unis, et l'un de ses buts est de mieux aider à prendre en charge la partie du fardeau qu'ils

(6) Les Droits de tirages spéciaux permettent aux pays membres du FMI d'obtenir des devises d'autres pays pour régler leurs dettes. Les allocations de DTS sont obtenues en échange d'un versement en monnaies nationales (pour le double de l'allocation). Depuis 1974, le DTS est une unité de compte calculée comme une moyenne pondérée des 16 monnaies des principaux pays riches (le dollar y compte pour 33 %), d'où le caractère hautement inflationniste des DTS qui repercutent et propagent l'inflation américaine).

entendent faire « partager » aux autres pays impérialistes. La contribution de Stéphane Just a la discussion internationale a caractérisé la constitution du SME de la façon suivante :

« Ce sont ces contradictions accumulées et multipliées qu'une fois encore, en ayant fondamentalement recours aux mêmes méthodes, se sont efforcés de contenir les gouvernements des grandes puissances capitalistes, tant aux conférences de Brême, de Bonn, qu'à la session du Fonds monétaire international. Le "serpent monétaire" constitué en mars 1972, qui a déjà perdu quelques-uns de ses anneaux (l'Angleterre et l'Irlande dès juin 1972), allait avec diverses vicissitudes se désagréger au cours des années suivantes, l'Italie, la France et la Suède quittant le système. Il s'était réduit à une petite zone mark comprenant l'Allemagne fédérale, le franc belgo-luxembourgeois, le florin néerlandais, les couronnes danoise et norvégienne. Maintenir malgré les déséquilibres les échanges au sein de la Communauté économique européenne, organiser en commun l'inflation pour la "relance" sont des éléments déterminants pour contenir la crise économique rampante du régime capitaliste. Les projets, plutôt que les accords, de Brême tentent d'organiser la coopération des capitalismes de la CEE dans ce but. Il s'agirait de faire en sorte que chaque monnaie européenne se définisse par rapport à une unité de compte établie selon le principe du DTS d'après un panier de monnaies et de créer un Fonds monétaire européen de soutien de 26 milliards de dollars. La Conférence de Bonn qui réunissait les sept plus grandes puissances capitalistes avait comme objectif toujours la même question : "relancer l'économie mondiale". Elle n'a abouti qu'à des vœux pieux sans efficacité pratique. Par contre, la session du FMI qui s'est tenue fin septembre 1978 a décidé d'augmenter la quote part (le dépôt) des Etats membres de 50 % et l'augmentation des Droits de tirages spéciaux de 4 à 6 milliards de dollars par an pendant trois ans (1 DTS = 1,26 dollar). Les grandes puissances capitalistes s'efforcent d'avoir une politique inflationniste concertée à l'échelle internationale pour éviter la catastrophe. De fait, l'économie

capitaliste internationale, dont chaque partie est organiquement dépendante des autres, vit d'expédients. »

Effectivement, le régime de cours forcé du dollar et de changes flottants est un régime endémiquement inflationniste et aussi profondément anarchique. En termes diplomatiques, l'OCDE constate ceci, depuis fin 1976 :

« Les taux de change ont commencé à accuser des mouvements plus accentués, l'ajustement de certains taux allant même peut-être au-delà de ce que justifiaient les différences enregistrées concernant les taux d'inflation ou d'autres facteurs économiques objectifs ; ce "surajustement" des taux de change a commencé à créer des problèmes supplémentaires au plan de la régulation conjoncturelle. »

Par des dévaluations déguisées, chaque pays cherche à transférer sur les autres le poids de ses propres difficultés. Ce sont bien sûr les Etats-Unis, par leur place au sein du système que nous venons de décrire, qui sont seuls à même de disposer de cette possibilité en permanence, face aux autres puissances impérialistes.

En 1979, les Etats-Unis ont tenté de faire un pas de plus dans ce sens en proposant la création par le FMI de « comptes de substitution » qui autoriseront les banques centrales à échanger leurs réserves en dollars contre des DTS auprès du FMI. Un tel système ne signifierait pas autre chose que la faculté pour les Etats-Unis, non seulement de continuer à inonder l'économie mondiale de « papier sans valeur », mais encore d'annuler une partie de leur dette externe en pesant sur les autres bourgeoisies, pour que celles-ci échangent leurs dollars contre les DTS, dont la contrepartie n'est autre que les dépôts effectués par ces pays auprès du FMI. Cela reviendrait à demander aux autres bourgeoisies de se substituer aux Etats-Unis comme débiteurs proportionnellement à la part de leur dépôt dans la définition des DTS. On comprend le peu d'enthousiasme que celles-ci ont manifesté à l'égard de ce projet et les raisons de son renvoi à des sessions ultérieures du FMI.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET LES CAPITAUX FLOTTANTS

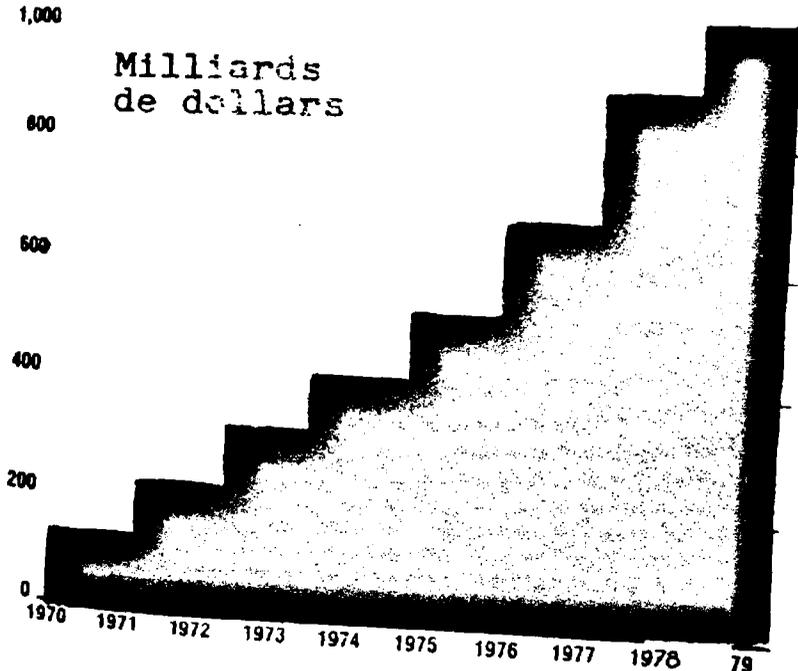
A la Jamaïque, les principaux impérialismes ont voulu codifier le cours forcé du dollar, les parités flottantes et la création de liquidités internationales par le FMI. Ils ont voulu réintroduire la « discipline » en ce qui concerne les déficits des balances de paiements. Ils ont voulu « contrôler » la « création de liquidités ».

Mais l'« économie de dette » des Etats-Unis, de même que le marché monétaire international dit des « euro-dollars » rendaient ce contrôle parfaitement illusoire, y eût-il même eu volonté réelle d'y parvenir. Ce n'est pas seulement le déficit de la balance des paiements officielle des Etats-Unis (celle-ci fut excédentaire en 1975, en équilibre en 1976, déficitaire de nouveau en 1977 et 1978 — moins fortement cependant que de 1971 à 1974 — et en équilibre de nouveau en 1979), qui a nourri l'inflation mondiale.

C'est aussi de façon croissante, depuis 1974-1975, le système bancaire américain, architecte du marché international des euro-dollars (dont les principales places sont Londres et Hong-Kong), qui a propulsé tous les effets de l'« économie de dette » analysée plus haut à l'échelle mondiale.

Ce marché monétaire international, d'autre part, est en lui-même une formidable source d'inflation, du simple fait de la capacité de création de « nouveaux » crédits, dont les banques internationales qui le constituent disposent, conformément aux mécanismes de création du capital fictif que nous avons analysés dans le premier article. Il est constitué à la fois de capitaux flottants — ceux des très grands trusts, ceux des Etats riches en devises, comme les Etats arabes, même si ces devises sont de façon croissante de la « monnaie de singe » — et de capitaux fictifs au sens plein et entier du terme. Le montant de cette masse de capital et son taux de croissance en font un phénomène sans précédent même par rapport aux années trente.

Taux de Croissance DU MARCHÉ INTERNATIONAL DES EURO-DOLLARS



Source : Morgan Guaranty Trust.

L'essor du marché des euro-dollars a mis fin en fait à toute possibilité de discipline monétaire de la part des Etats. Aujourd'hui, souligne le rapport de l'OCDE déjà cité :

« Le développement des marchés de capitaux internationaux, notamment du marché de l'euro-dollar, qui a fait que, progressivement, il est devenu plus facile pour les gouvernements de s'adresser aux intermédiaires financiers internationaux privés que de compter sur les déficits des pays à monnaie de réserve pour se procurer de nouvelles réserves monétaires. Les marchés de capitaux internationaux jouent à l'échelle mondiale le rôle d'intermédiaires financiers entre prêteurs et emprunteurs, publics aussi bien que privés. »

Et d'en montrer les conséquences :

« L'une des conséquences de cette évolution est que la distinction entre liquidités officielles et privées, de même que la distinction entre liquidités internationales et intérieures, a beaucoup perdu de sa signification opérationnelle. Etant donné la facilité avec laquelle les gouvernements peuvent aujourd'hui emprunter sur les marchés de capitaux internationaux pour financer des déséquilibres de balance des paiements et agir sur les taux de change, les réserves officielles ne représentent plus qu'un élément comparativement mineur des liquidités internationales, et les liquidités officielles ne peuvent plus se mesurer (à supposer qu'elles aient jamais pu l'être) simplement par le stock de réserves en devises des banques centrales. De même, étant donné que les dépôts auprès des systèmes bancaires intérieurs constituent le support des opérations des marchés de capitaux internationaux, le volume des liquidités internationales ne peut plus se mesurer simplement par l'encours des actifs détenus par les institutions financières internationales. Il est donc extrêmement difficile de nos jours d'évaluer, même approximativement, le volume des liquidités internationales. »

Une autre conséquence, c'est que de très nombreux Etats — beaucoup d'Etats semi-coloniaux, mais aussi des Etats imperialistes comme le

Royaume-Uni ou l'Italie — ont pu constituer sans obstacle une « dette extérieure de proportions inquiétantes ». En effet :

« Tant que les gouvernements sont prêts à payer le taux d'intérêt du marché, rien en principe ne limite leur demande de crédits pour financer les déséquilibres de leur balance des paiements ou agir sur les taux de change. Et tant que les opérateurs sur les marchés privés acceptent (et seront en mesure) d'accroître leurs dépôts auprès des systèmes bancaires intérieurs, pour répondre à une augmentation de la demande de crédits, les gouvernements pourront continuer d'emprunter et des réserves officielles continueront d'être créées. »

Ils pourront masquer leurs difficultés réelles par la capacité qui leur est ainsi donnée de

« remettre à plus tard les ajustements nécessaires et vivre pendant un temps avec des taux d'inflation élevés par rapport à ceux des autres pays, tout en ne subissant qu'une dépréciation modérée de leur monnaie. »

En fait, neuf ans après la dislocation du système de Bretton Woods, il n'y a, à strictement parler, plus de système monétaire international. L'OCDE écrit :

« ... On peut dire que le marché privé assume maintenant des fonctions et des responsabilités que l'on avait l'habitude de considérer comme incombant aux autorités nationales et internationales, et que le système monétaire international a pris certaines des caractéristiques d'un système de crédit intérieur sans banque centrale. Aujourd'hui, ce sont souvent des institutions privées qui prennent en fait les décisions décisives concernant l'accès aux liquidités et le financement des déséquilibres de balances des paiements. »

Toutes les bornes à l'inflation et à la création de monnaie et de capitaux fictifs sont brisées. La loi qui règne est celle de l'anarchie capitaliste. Tous les expédients sont possibles.

Commentant la chute boursière et la hausse de l'or, le journal « Les Echos » écrivait le 11 octobre :

« Les Etats disposent encore de possibilités d'intervention telles que des emprunts en devises fortes pour les Etats-Unis, des ventes d'or supplémentaires par le Trésor américain ou par telle ou telle banque centrale sur laquelle Washington pourrait faire pression, la création de nouveaux moyens de paiements internationaux, etc.

La liste de ces gadgets monétaires peut s'allonger. Ils permettront d'obtenir des périodes de rémission.

(...) S'il le faut, la hausse des taux d'intérêt sera stoppée dès la fin de l'année, pour éviter que 1980, année politique au plus haut niveau, connaisse une dépression économique mondiale.

Le plus probable est que l'apocalypse n'aura pas lieu, mais que la crise de chômage et d'endettement croissant continuera jusqu'à ce que les tensions sociales et politiques deviennent par trop intolérables au point de provoquer des révolutions et

des guerres. Nul ne sait où se situe ce seuil d'intolérance. »

Pas plus, d'autre part, que quiconque ne connaît le seuil de tolérance de l'inflation et de l'endettement propre à l'« économie de dette », ni le degré exact auquel on se trouve aujourd'hui près de l'effondrement.

« Les filets de protection mis en place par les gouverneurs des banques pour éviter la chute dans l'abîme craquent périodiquement. Peu importe : on en installera d'autres tout aussi fragiles, mais qui tiendront un certain temps. »

Mais une telle remarque est aussi un « signe des temps », très exactement la manifestation de rapports politiques précis entre les classes, tels qu'ils sont perçus par une classe dominante « à bout de souffle ».

**Etienne Laurent,
Michel Dauberny,
le 25 février 1980.**